

Gaëlle Briguet

Grands Etats européens
dans la guerre d'Irak:
raisons et justifications

eurypa

Institut européen de l'Université de Genève

Table des matières

Remerciements	IV
----------------------	----

Introduction	1
---------------------	---

PREMIERE PARTIE Evènements significatifs ayant précédé le conflit

<i>La Lettre des 8 et la Déclaration des pays du groupe de Vilnius</i>	6
<i>Intervention de Dominique de Villepin au Conseil de Sécurité</i>	9
<i>Projet de résolution sur l'Irak des Etats-Unis, de l'Espagne et du Royaume-Uni</i>	11
<i>Deux déclarations franco-germano-russes</i>	12
<i>La Déclaration des Açores</i>	14

II

DEUXIEME PARTIE **Tentative d'explication des positions des principaux Etats européens**

<i>Le cas de la France</i>	18
<i>Le cas de l'Allemagne</i>	25
<i>Le cas du Royaume-Uni</i>	30
<i>Le cas de l'Espagne</i>	35
<i>Le cas de l'Italie</i>	40

TROISIEME PARTIE **Critique d'un argument trop *politiquement* correct pour faire partie de la *real politic***

<i>Le réalisme et l'éthique</i>	46
<i>La France plus réaliste qu'il n'y paraît</i>	48
<i>L'Allemagne : l'Histoire ou une histoire d'élection ?</i>	53
<i>Le Royaume-Uni, les USA et l'Europe</i>	56
<i>L'Espagne et l' « ambition »</i>	58
<i>L'Italie et ses intérêts</i>	60

QUATRIEME PARTIE
**Chirac, Schröder, Blair, Aznar et Berlusconi,
cinq leaders et cinq personnalités**

<i>La psychologie et les relations internationales, quid ?</i>	64
<i>Jacques Chirac : l'homme aux deux facettes</i>	65
<i>Gerhard Schröder ou l'homme discret</i>	68
<i>Tony Blair, médiateur ou pantin ?</i>	70
<i>Jose Maria Aznar influencé par lui-même</i>	72
<i>Silvio Berlusconi : l'homme d'affaires ou l'homme politique</i>	74
Conclusion	77
Bibliographie	85

Remerciements

Mes remerciements s'adressent tout particulièrement à mon directeur de mémoire M. René Schwok dont l'écoute et les conseils m'ont été très précieux lors de la rédaction de ce travail.

Je voudrais également témoigner ma gratitude à M. Philippe Braillard pour ses encouragements.

Enfin, un grand merci à mes anciens professeurs et principalement à M. Jean-Daniel Coudray, à ma mère et à toute ma famille, ainsi qu'à mes amis qui m'ont toujours soutenue et plus particulièrement à Sandra Dondenne, Ana Lou et Mélanie Zuber.

Le catalogue général
des publications est disponible
sur le site de l'Institut européen:

www.unige.ch/ieug

Publications euryopa

Institut européen de l'Université de Genève
2, rue Jean-Daniel Colladon • CH-1204 Genève

Télécopie/fax +41 22 -379 78 52

euryopa vol. 30-2005
ISBN 2-940174-31-8
ISSN 1421-6817

© Institut européen de l'Université de Genève
Mars 2005

Introduction

Le 20 mars 2003, la deuxième guerre du Golfe¹ a commencé avec l'entrée en Irak des forces de la coalition menée par les Etats-Unis. Cet événement a fait couler beaucoup d'encre, provoquant une véritable crise internationale. Il a engendré de nombreuses questions et remises en cause, que ce soit au niveau de la pertinence du concept de *guerre préventive* (ou à partir de quelle limite peut-on estimer que la force doit être utilisée), ou de la possibilité pour certaines des nations les plus puissantes de la planète de déclencher des opérations sans l'accord de l'ONU et des grandes instances internationales. Il apporte également un débat sur la possible instabilité qui risque de s'installer durablement dans la région après le déclenchement des hostilités. L'une des interrogations qui a le plus impliqué de débats et de discussions est celle des raisons avancées par les alliés afin de légitimer leur acte. Y avait-il réellement la preuve de la présence d'armes de destruction massive en Irak et pouvait-on affirmer l'existence de liens entre le pouvoir en place à Bagdad et des groupes terroristes ? Enfin, du côté des partisans de ce conflit, voulait-on *libérer* le peuple irakien de la dictature de Saddam Hussein et désirait-on véritablement éviter une guerre et ses conséquences tragiques chez les opposants à cette opération?

Dans ce travail, nous nous sommes principalement intéressés à l'Union Européenne et plus particulièrement à 5 pays européens et à leurs dirigeants, dans le but de comprendre leur attitude durant cette période² de crise politique internationale, période qui a d'ailleurs engendré également une crise au sein de l'Union. Nous avons fait le choix de mettre en avant la France, l'Allemagne,

¹ Il s'agit, en effet, de la deuxième guerre du Golfe à laquelle participent les Etats-Unis et certains pays européens. Si nous nous étions placés du point de vue irakien, nous aurions alors parlé de *troisième guerre du Golfe*, la première ayant été la guerre Iran-Irak.

² Nous allons principalement nous intéresser aux 3 premiers mois de l'année 2003.

l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie, ainsi que leurs dirigeants Jacques Chirac, Gerhard Schröder, Tony Blair, Jose Maria Aznar et Silvio Berlusconi. Ces 5 Etats sont tous membres de l'Union Européenne et des puissances internationales. Pour la plupart d'entre eux, ils ont eu une importance prépondérante dans la crise ayant précédé le début du conflit irakien, que ce soit la France, promue symboliquement *chef de file* des pays opposés à cette guerre ou encore l'Angleterre, alliée principale des USA.

Afin d'éviter les confusions, nous rappelons que nous évoquons ici la deuxième guerre du Golfe commencée dans la nuit du 20 mars 2003 telle qu'elle a été préparée et déclenchée, c'est à dire avec l'idée de *guerre préventive* ; dans la continuité de plusieurs résolutions onusiennes concernant l'Irak de Saddam Hussein et sans l'aval des Nations Unies. Nous nous basons donc sur un événement concret, avec toutes les particularités qu'il engendre, et non sur le problème des conflits et de la guerre en général. Nous ne reviendrons pas sur ce concept de *guerre préventive* et nous ne nous attarderons pas sur les Etats-Unis, pourtant acteur premier de cet événement, autrement qu'afin de mieux éclairer l'attitude des 5 pays européens qui nous intéressent ici.

Ce travail est essentiellement d'ordre qualitatif et se base sur des sources tirées pour la plupart d'articles de journaux ou de revues. Les questions qui ont été à la source de notre réflexion se focalisent principalement sur les raisons qui ont déterminé chacun des 5 Etats à affirmer leur position face à cet événement. Quels arguments officiels ont-ils affirmé afin de légitimer leur politique ? Ces justifications étaient-elles réellement les leurs ? Les légitimations qualifiées d'éthique et concernant principalement le désir de libérer un peuple ou d'éviter une guerre sont-elles de la *poudre aux yeux* pour les médias et les populations ou ont-elles eu un véritable impact sur leur prise de décision ? N'y a-t-il pas des raisons plus pertinentes qui expliquent l'opposition ou la participation à ce conflit ? Une de celles-ci peut-elle être liée à la personnalité des chefs d'Etat de ces 5 pays ?

La problématique principale de ce mémoire a été de critiquer et mettre en doute l'argument dit *éthique* ou *moral* de leur engagement. Notre hypothèse de départ est que si ces légitimations

d'ordre *éthique* ont bien souvent été mises en avant par nos 5 pays de manière officielle, elles n'ont en vérité eu que très peu d'impact dans leur choix de politique véritable lors de cette crise. Cette problématique nous semble primordiale, car, non seulement elle rappelle que les valeurs, l'éthique et les principes moraux n'ont pas une grande importance dans le domaine des relations internationales encore aujourd'hui, mais aussi elle démontre à quel point le gouffre entre la politique officielle et la politique réelle peut être parfois profond à l'intérieur d'Etats qui se disent démocrates, c'est à dire où, étymologiquement, le premier pouvoir appartient au peuple. Ceci peut rappeler le paradoxe actuel de notre société où presque tout se sait très vite du fait de la communication, mais où finalement la vérité est peut-être encore moins évidente qu'avant l'émergence de la mondialisation. Le deuxième but que nous nous sommes fixés est celui de mettre au premier plan les corrélations possibles entre les personnalités des chefs d'Etat et l'attitude de leur 5 pays face au problème irakien du début d'année 2003. Ainsi, nous nous sommes demandés si la personnalité et les ambitions de ces hommes ont pu avoir une influence quelconque dans leur choix politique. Cette problématique nous a paru être pertinente, dans le sens où la politique possède comme premier acteur l'être humain, individu ayant des valeurs, des principes, un vécu, une mémoire, etc. Or, lorsque ces individus possèdent un pouvoir certain entre les mains, ils influencent la vie de nombreuses autres personnes, mais pas de manière totalement objective du fait de leur individualité propre. En effet, la psychologie doit ici être reliée à la science politique, ce qui n'est, semble-t-il, pas assez souvent le cas.

Notre travail se divise en 4 chapitres principaux. Dans le premier, nous reviendrons sur 5 événements politiques internationaux précédant le conflit. Ces derniers impliquent chacun au moins un de nos 5 protagonistes en tant que participant actif et permettront un rappel du contexte de l'avant-guerre. Dans un deuxième chapitre, nous aborderons les raisons officielles données par ces 5 pays afin de justifier leur attitude, mais aussi d'autres raisons plus officieuses d'ordre stratégique, historique ou encore économique qui paraissent avoir eu une incidence bien plus importante que les arguments officiels. Dans un troisième chapitre,

nous étudierons la théorie réaliste des relations internationales et son incompatibilité avec l'éthique et la morale. Nous remarquerons que cette théorie peut s'appliquer dans la politique de la plupart de nos pays ce qui nous amènera à critiquer leurs légitimations dites *éthiques*. Enfin, dans un quatrième et dernier chapitre, nous observerons brièvement la personnalité de nos 5 chefs d'Etat afin de voir si elle a pu influencer leurs actes dans le cadre de cette deuxième guerre du Golfe. Ce travail se terminera par une conclusion qui reprendra nos hypothèses de départ et les éléments importants soulevés lors de notre développement.

PREMIERE PARTIE

Evènements significatifs ayant précédé le conflit

La première partie de notre étude va s'articuler autour de la brève description de 5 évènements ayant précédé le début du conflit en Irak. Ces évènements ont été choisis d'une part pour leur importance et d'autre part afin de démontrer l'impact des divisions qui sont nées à la fois au sein du Conseil de sécurité, mais aussi entre les 5 pays sur lesquels nous travaillerons dans ce mémoire. Ils ont été repris dans l'ordre chronologique et se déroulent tous dans les 3 mois précédant le conflit.

Nous commencerons par évoquer la Lettre des 8 et la Déclaration des pays du groupe de Vilnius, textes qui seront les symboles d'une profonde fracture entre les pays de l'Union Européenne. En deuxième lieu, nous nous intéresserons plus particulièrement à la France et à la déclaration de son ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, au Conseil de sécurité le 14 février 2003. En effet, la France fut, de manière générale, considérée comme le chef de file des pays opposés au conflit en Irak tel que le concevaient les USA et leurs alliés. Troisièmement, nous reviendrons sur la proposition de résolution des Etats-Unis, de l'Angleterre et de l'Espagne. Cette Proposition ne sera jamais soumise au vote, notamment à cause de la position de la France, de l'Allemagne et de la Russie dont deux Déclarations seront l'objet de notre avant-dernière section. En dernier lieu, nous reviendrons sur la Déclaration des Açores signées par les USA, l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal, dernier grand évènement qui nous semble important avant le début de ce conflit.

La Lettre des 8 et la Déclaration des pays du groupe de Vilnius

Le 30 janvier 2003, les dirigeants de 8 pays d'Europe³ publient et signent une Lettre dans laquelle ils appellent à l'unité avec les Etats-Unis face à l'Irak. Quelques jours plus tard s'en suit une autre Déclaration. Ces deux événements font suite à une déclaration commune franco allemande dite lors de l'anniversaire du Traité de l'Elysée en janvier 2003 et qui s'oppose à un usage de la force en Irak⁴. Ils ont l'effet d'une bombe au sein des Etats de l'Union Européenne, en effet, on apprend qu'aucune concertation n'avait eu lieu auparavant entre les signataires et les autres dirigeants de l'Union. On va, ici, reprendre les principales idées développées dans ces deux Déclarations. Puis, on tentera de comprendre qui en ont été les promoteurs et on passera en revue quelques réactions des Etats européens opposés au conflit irakien.

Le texte de cette Lettre met principalement en avant la nécessité d'une unité entre Européens et Américains, il rappelle les valeurs communes partagées par ces pays (« démocratie, liberté individuelle, droits de l'Homme et autorité de la loi »⁵) ainsi que leur coopération permanente et, rapidement, insiste sur l'existence d'une menace imminente qui pèse sur les USA. Il assimile le Gouvernement irakien aux mouvements terroristes qui ont été les auteurs des attentats du 11 septembre 2001 et reprend la dialectique bien connue depuis trois ans qui affirme le *nous*, c'est à dire les pays occidentaux, contre le *eux*, c'est à dire les « ennemis de nos valeurs communes »⁶ ou les terroristes. Il semble donc clair que la

³ Ces 8 dirigeants sont : Vaclav Havel (République Tchèque), Jose Maria Aznar (Espagne), José-Manuel Duro Barroso (Portugal), Silvio Berlusconi (Italie), Tony Blair (Grande-Bretagne), Peter Medgyessy (Hongrie), Leszek Miller (Pologne), Anders Fogh Rasmussen (Danemark).

⁴ « L'Europe contre l'Amérique : rappel des faits », in. <http://www.france5.fr/cdanslair/D00063/260/>, site Internet de l'émission de télévision « c dans l'air » consulté en octobre 2004.

⁵ Lettre des 8

⁶ *Ibid.*

volonté des auteurs soit de faire un parallèle évident entre le régime irakien et la mouvance terroriste islamiste. De plus, cette Déclaration admet comme acquis le fait que l'Irak soit en possession d'armes de destruction massive et que cet Etat abrite des terroristes. Ainsi, elle rappelle le Conseil de sécurité à ses responsabilités. Il est possible de synthétiser cette Lettre en mettant en évidence le rappel par les auteurs de l'unicité entre les Etats européens et les Etats-unis face aux nouvelles menaces terroristes qui se personnifient, dans ce cas précis, en la personne de Saddam Hussein.

Il n'est pas évident, à l'heure actuelle, de savoir qui exactement a eu l'idée d'écrire ce texte de soutien aux USA dont la double importance est d'affirmer de manière publique la position de ces pays face à l'affaire irakienne et de jeter un froid important sur la cohésion des Etats européens. Selon les sources que nous avons à disposition, on y voit ainsi l'idée de Tony Blair ou celle de Jose Maria Aznar. D'après le journaliste Jean-Gabriel Fredet⁷, il s'agirait bien, à la base, d'une volonté de Tony Blair. Ce dernier aurait été conseillé par de proches collaborateurs, Alistair Campbell et Peter Mandelson⁸, désireux de voir leur premier ministre être une sorte de médiateur entre les atlantistes européens et les USA et reprendre du pouvoir au sein d'une Union trop diverse. Une autre source⁹ affirme la responsabilité de Jose Maria Aznar à l'origine de cette Déclaration. Ceci étonne, d'ailleurs, les journaux espagnols peu habitués à voir leur chef de Gouvernement être en première position à un niveau international¹⁰. On note également le paradoxe de cette

⁷ Jean-Gabriel FREDET, « L'Europe, combien de divisions ? », *Le Nouvel Observateur*, No 1996, semaine du 6 février 2003, in. www.Nouvelobs.com/articles/p1996/#a90453.html site du quotidien français Nouvel Observateur consulté en janvier 2004.

⁸ Respectivement son directeur de l'Information et son plus proche conseiller à ce moment-là.

⁹ Anthony BELLANGER, « Aznar le va-t-en-guerre », *Courrier International*, No 639, in. http://www.courrierinternational.com/numero/s/639/422003_etranger.asp?TYP E=archives site du Courrier International consulté en mars 2004.

¹⁰ *Ibid.*

situation le peuple espagnol était en Europe, au moment de la publication de la Lettre des 8, le plus opposé à la guerre avec 74% de personnes défavorables à une intervention en Irak¹¹. On verra dans une autre partie de ce travail quelles pourraient être les raisons de cette façon d'agir.

Le 5 février 2003, les ministres des Affaires étrangères d'Albanie, de Bulgarie, de Croatie, d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie, de Macédoine, de Roumanie, de Slovaquie et de Slovénie, réunis à Vilnius, font une Déclaration dans laquelle ils apportent leur aval aux Etats-Unis qui auraient prouvé, de manière « indiscutable », la présence d'armes de destruction massive en Irak et les liens de ce pays avec des terroristes. Ils appellent également le Conseil de sécurité de l'ONU à « prendre les mesures nécessaires » afin de faire en sorte que l'Irak ne soit plus une menace¹².

Lorsque ces deux textes ont été publiés, les réactions n'ont pas tardé à se faire sentir, principalement au vu des tensions internationales existant à ce moment-là. Un froid glacial s'installe aussitôt entre les atlantistes et les non atlantistes. On peut souligner notamment la réaction du Président français, Jacques Chirac, qui met en garde les nouveaux adhérents, ainsi qu'un durcissement des positions des *anti guerres* en général. Il semble aussi qu'il y ait eu des divisions au sein des pays signataires. Ainsi, le premier ministre hongrois aurait paraphé la Lettre des 8 lors d'un voyage hors de son pays ce qui aurait provoqué un scandale¹³. De même, des Gouvernements, tels que ceux de la Roumanie, de la Bulgarie, ou encore, de la Slovénie ont été divisés¹⁴ par la Déclaration de Vilnius. Dans une déclaration, Jacques Chirac revient sur Vilnius en soulignant que 5 des pays ayant signé sont des candidats à l'UE et

¹¹ *Ibid.*

¹² www.diploweb.com/ue/crise2003.htm, site Internet d'une revue d'études géopolitiques consulté en janvier 2004.

¹³ Lahzlo ANDOR, président du conseil scientifique d'ATTAC Hongrie, in. Catherine SAMARY, « Opposition à la guerre d'Irak, hésitation sur l'adhésion: fractures et espoirs de la nouvelle Europe », *Le Monde Diplomatique*, No 596, Novembre 2003, pp. 12-13.

¹⁴ La signature slovène au bas de la Déclaration de Vilnius a ainsi provoqué débats et embarras en Slovénie par exemple, in. *Ibid.*

qu'ils ont fait preuve « d'une certaine légèreté. Car entrer dans l'Union Européenne, cela suppose tout de même un minimum de considération pour les autres, un minimum de concertation. (...) Donc, je crois qu'ils ont manqué une bonne occasion de se taire »¹⁵
Il revient également particulièrement sur la Roumanie et la Bulgarie.

Ainsi, on a pu constater au travers de ces événements la division profonde entre Européens et la volonté d'une partie des pays de l'UE de s'aligner sur la politique étasunienne. On remarque plus particulièrement ici l'effet choc de ces prises de position qui se sont élaborées sans aucune concertation entre Etats européens et qui ont suscité de nombreuses réactions, parfois très musclées. La fracture entre les États européens apparaît donc comme très importante.

Intervention de Dominique de Villepin au Conseil de sécurité

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité, le 14 février 2003, après l'exposé des inspecteurs de l'ONU en Irak, Dominique de Villepin prend la parole afin de mettre en avant la position de la France¹⁶, à l'époque pays meneur des États s'opposant à une guerre en Irak. Ce discours, attendu par beaucoup, met en lumière l'attitude de cet acteur clé et est suivi, fait rarissime, d'applaudissements d'une partie de l'auditoire. Nous allons, ici, en reprendre les points principaux en tentant de dégager la position française dans ses grandes lignes.

Le ministre français débute en rappelant l'unicité dont il désire que le Conseil de sécurité soit porteur. Il affirme à nouveau que la France n'apprécie pas plus que ses partenaires la présence du régime de Saddam Hussein à Bagdad. Puis, il revient sur la résolution 1441 et son contenu¹⁷. Ceci lui permet d'arriver à la

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ La totalité de ce discours se retrouve sur :

http://www.ambafrancero.org/article.php3?id_article=468&var_recherche+=villepin+discours+14+f%E9vrier+2003, site de l'ambassade de France en Roumanie consulté en janvier 2004.

¹⁷ *Ibid.*

question de l'utilité des inspections en Irak en déclarant que la France estime qu'elles doivent se poursuivre. En effet, il semblerait que ces inspections aient donné suffisamment de résultats dans les domaines chimique, biologique, balistique et nucléaire pour que Paris pense qu'elles sont encore une solution acceptable. De plus, quand il revient sur la coopération irakienne, il affirme que « des progrès réels commencent à apparaître »¹⁸ en soulignant l'acceptation par l'Irak du survol de son territoire par des appareils de reconnaissance aérienne ou, encore, la permission que des scientifiques irakiens soient interrogés sans témoin. Dominique de Villepin ne fait, toutefois, pas preuve de trop d'optimisme en rappelant « l'ampleur du travail restant à accomplir »¹⁹ et ajoute que la France a déjà fait des propositions aux inspecteurs afin de leur faciliter la tâche. Il évoque, par la suite, les critiques qu'il s'attend à recevoir en s'appuyant, tout d'abord, sur les résultats des inspections. Puis, revenant sur le problème du déclenchement d'une guerre en Irak et sur les personnes voyant la poursuite des inspections comme une mesure permettant d'empêcher un conflit, il dit: « l'option de la guerre peut apparaître a priori la plus rapide. Mais n'oublions pas qu'après avoir gagné la guerre, il faut construire la paix. Et ne nous voilons pas la face: cela sera long et difficile, car il faudra préserver l'unité de l'Irak, rétablir de manière durable la stabilité dans un pays et une région durement affectée par l'intrusion de la force. (...) Personne ne peut donc affirmer aujourd'hui que le chemin de la guerre sera plus court que celui des inspections. Personne ne peut affirmer non plus qu'il pourrait déboucher sur un monde plus sûr, plus juste et plus stable. »²⁰ Ainsi, « l'usage de la force ne se justifie pas aujourd'hui » selon le ministre des Affaires étrangères français²¹. Finalement, il parle de l'éventuelle relation entre le régime de Bagdad et la mouvance terroriste Al-Qaïda en soulignant la volonté française de combattre le terrorisme, mais en affirmant

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*

qu'aucune preuve, à ce moment-là, ne permet d'envisager un lien entre l'Irak et les terroristes. Il redit que son pays n'exclut pas, un jour, un éventuel recours à la force, mais ce jour-là n'est visiblement pas encore arrivé selon l'État français et son ministre.

Cette déclaration du Ministre des Affaires étrangères français, vue comme l'une des plus importantes déclarations des opposants au conflit en Irak en ce début de l'année 2003, permet de mieux comprendre la vision de la plupart des Etats ayant refusé la politique des Etats-Unis et de leurs alliés et a eu, à ce moment-là, une portée symbolique forte.

Projet de résolution sur l'Irak des Etats-Unis, de l'Espagne et du Royaume Uni

En février, la coalition qui attaquera l'Irak espère encore le faire avec l'aval des Nations Unies. Pour cette raison, le 24 février 2003, les USA, l'Angleterre et l'Espagne présentent au Conseil de sécurité une nouvelle résolution²². Celle-ci ne sera pas votée, malgré une intense activité diplomatique des Etats-Unis qui désirent rallier le plus d'Etats à leur cause²³. En effet, la France, l'Allemagne et la Russie vont lui opposer un autre texte qui accroîtra la division et que nous étudierons plus loin. Toutefois, nous allons tout de même reprendre le texte de ce projet de résolution qui met en évidence les opinions de ses créateurs.

Les auteurs débutent en revenant sur les différentes résolutions onusiennes ayant été prises sur l'Irak depuis 1990. Ils s'attardent plus particulièrement sur la résolution 687 (199) ayant rappelé à l'Irak qu'un cessez-le-feu ne perdurerait que s'il acceptait de se soumettre à certaines obligations. Ils en viennent, ensuite à la fameuse résolution 1441. Ils la décrivent comme une dernière

²² Voir le texte entier de ce projet de résolution sur <http://www.annuairestrategique.info/donnees.asp>, site Internet de l'annuaire stratégique et militaire consulté en juillet 2004.

²³ Voir « Chronologie, Dernières étapes diplomatiques », in http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=4856&provenance=zop.archives, site Internet du Courrier international consulté en août 2004.

chance donnée à l'Irak, peu coopératif, de se désarmer pacifiquement. Ils affirment ensuite que ce pays n'a pas apporté toutes les informations qu'on lui demandait ou que celles-ci pouvaient être fausses. L'Irak aurait ainsi violé la résolution, alors que Bagdad aurait été prévenu à plusieurs reprises des conséquences que cela pouvait avoir. Ils insistent sur ce point et en viennent à la menace que l'Irak représente, selon eux, pour la sécurité internationale, en faisant explicitement mention à des armes de destruction massive. Ils terminent par les deux phrases suivantes : « Décide que l'Irak n'a pas saisi la dernière possibilité qui lui était offerte par la résolution 1441. Décide de demeurer saisi de la question. »²⁴.

Ce projet est clairement une volonté de faire voter à l'ONU une déclaration de guerre à l'Irak accusé d'avoir violé les précédentes résolutions. Il est une des dernières tentatives de conciliation avec les Nations unies proposées par les USA et leurs alliés, mais, comme nous l'avons déjà écrit plus haut, il sera rapidement contrecarré par les opposants à la guerre et ne sera pas soumis au vote afin d'éviter un veto français et/ou russe.

Deux Déclarations franco-germano-russes

La France, la Russie et l'Allemagne, toutes trois opposées à un conflit en Irak en ce début 2003, vont faire deux Déclarations : la première le 10 février 2003 et la deuxième le 5 mars de la même année²⁵. On va, ici, de la même manière que pour les autres chapitres de cette partie, en faire une brève synthèse afin de mettre en évidence les grandes lignes. Nous étudierons, tout d'abord, la déclaration publiée en février, puis le texte du 5 mars.

Lors de leur première Déclaration, les trois Etats rappellent que le désarmement de l'Irak demeure une priorité commune. Ils en

²⁴ Extrait du projet de résolution in. *op. cit.*

²⁵ Les textes intégraux de ces déclarations se retrouvent sur <http://www.annuairestrategique.info/donnees.asp>, site Internet de l'annuaire stratégique et militaire consulté en juillet 2004.

viennent ensuite à la façon de poursuivre ce désarmement en reconnaissant qu'il existe un débat sur ce sujet, ce débat devant, toutefois, se faire dans le respect de l'autre et aucune solution ne pouvant être prise sans « s'inspirer des principes de la Charte des Nations Unies »²⁶. Ils continuent, par la suite, à donner leur propre vision de la situation et affirment que les inspections en Irak ont déjà apporté des résultats, qu'elles doivent se poursuivre et être renforcées. Selon ces trois pays, la guerre peut encore être évitée et le désarmement doit se faire si possible dans la paix et avec un Irak coopératif, la violence demeurant un dernier recours.

Le 5 mars 2003, la France, l'Allemagne et la Russie, voyant la situation toujours aussi critique, effectuent une nouvelle Déclaration commune. Celle-ci réaffirme leur intention de voir l'Irak être désarmé par des moyens pacifiques. Elle fait remarquer les progrès des inspections en s'appuyant sur la destruction de missiles qui se poursuit, les informations données par les Irakiens dans les domaines biologique et chimique et les interrogatoires des scientifiques irakiens. Elle appelle Bagdad à plus de coopération dans le but d'achever rapidement les inspections qui devraient, selon elle, être « accélérées »²⁷. Ainsi, la France, l'Allemagne et la Russie proposent de préciser l'organisation et les échéances de celles-ci, les inspecteurs ayant ainsi une meilleure efficacité de travail. Elle désire également des rapports réguliers pour le Conseil de sécurité. Puis, deux phrases écrites rappellent l'intensité de la division au sein de l'ONU et précisent les intentions françaises et russes : « Dans ce contexte, nous ne laisserons pas passer un projet de résolution qui autoriserait le recours à la force. La Russie et la France, en tant que membres permanents du Conseil de sécurité prendront toutes leurs responsabilités sur ce point. »²⁸ Enfin, il est redit l'objectif des signataires, c'est à dire le désarmement pacifique de l'Irak.

Ces deux Déclarations mettent clairement à jour la position des trois Etats qui élèvent leur voix contre le conflit irakien. La

²⁶ Extrait de la Déclaration du 10 février 2003, in. *Ibid.*

²⁷ Extrait de la Déclaration du 5 mars 2003, in. *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

deuxième Déclaration est peut-être plus importante et symboliquement forte que la première, car elle affirme à mots peu couverts l'intention de la Russie et de la France d'opposer un veto à une résolution autorisant la guerre en Irak et donc de s'opposer directement à d'autres pays européen ainsi qu'à la grande puissance étasunienne.

La Déclaration des Açores

Le 16 mars 2003, les chefs de Gouvernement des Etats-Unis, de l'Angleterre, de l'Espagne et du Portugal²⁹ signent une Déclaration commune. Pour cette occasion, l'hôte s'avère être M. Barroso. Ce sommet, organisé quelques heures avant le début des hostilités en Irak, est le dernier où les principaux chefs d'Etat de la coalition se retrouvent et représente certainement la dernière occasion pour eux de mettre en place « la voie vers la guerre »³⁰. Nous allons ici reprendre les principaux points de cette Déclaration dans le but d'en faire sortir les faits les plus marquants dont nous parlerons brièvement lors d'une conclusion.

Le texte commence par reprendre les arguments principaux des Etats favorables à une guerre en Irak en rappelant la dictature interne de Saddam Hussein et les menaces que celui-ci ferait peser sur la sécurité internationale. Il annonce que Bagdad n'a pas suivi, depuis la fin de la première guerre du Golfe, les différentes résolutions de l'ONU qui concernaient la destruction de ses armes de destruction massive et que son président en est le principal responsable se voyant ainsi être « la cause des conséquences graves prévues dans la résolution 1441 et dans des résolutions antérieures »³¹. Puis, il se penche plus particulièrement sur le peuple

²⁹ A savoir, MM. Bush, Blair, Aznar et Barroso.

³⁰ Andrés ORTEGA, « José Maria Aznar égaré dans l'histoire », *El País*, in. *Courrier International*, No 646, 20 mars 2003, in.. http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=4523&provenance=zop.archives, site Internet du Courrier international consulté en juillet 2004.

³¹ Extrait de la Déclaration des Açores du 16 mars 2003, in. <http://www.annuairestrategique.info/donnees.asp>, site Internet de l'annuaire

irakien. Les pays signataires de cette Déclaration font alors une sorte de promesse aux Irakiens qu'ils disent vouloir aider à bâtir un pays en paix avec lui-même et avec les autres Etats. Ils parlent, à ce moment-là, d'un Irak sans la présence de Saddam Hussein et le proposent libre et sécurisé. Ces pays parlent également d'un Etat qui serait unifié entre les diverses composantes ethniques de sa population. Ils s'adressent toujours au peuple de l'Irak qu'ils différencient complètement de son Gouvernement. Ils invitent ce pays à adopter un nouveau régime démocratique et continuent leur discours en promettant au peuple irakien aide et soutien au sujet de divers points tels que celui de réparer les dégâts causés par la dictature de S. Hussein, celui de protéger les ressources naturelles de l'Irak en tant que « bien national du peuple irakien »³², ou encore celui de faire cesser rapidement les sanctions onusiennes. Ils font ensuite une allusion au terrorisme qui devrait être combattu. En avant-dernier point de ce texte, ils rappellent qu'ils désirent travailler en « étroite collaboration »³³ avec les Nations Unies, ainsi que d'autres partenaires. L'ONU devrait, selon eux et en cas de conflit, « garantir l'intégrité territoriale de l'Irak, la distribution rapide de l'aide humanitaire et approuver une administration appropriée pour la période de l'après conflit en Irak »³⁴. Enfin, ils s'adressent en dernier lieu au peuple irakien en lui proposant un soutien de longue durée.

Cette Déclaration contient plusieurs éléments très importants. Faite peu de temps avant le début du conflit, elle parle encore de celui-ci au conditionnel, mais n'en est pas moins une vision des pays signataires de ce que pourrait devenir l'Irak après avoir vécu une guerre visant à éliminer son Gouvernement. Elle s'adresse la plupart du temps au peuple irakien en prenant grand soin de le distinguer de son président et le décrit de manière très positive. Ce texte de nature ambiguë laisse, pour une fois, la première place à

stratégique et militaire consulté en juillet 2004. La déclaration en entier peut être retrouvée sur ce site.

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.*

l'argument de libération du peuple irakien plutôt qu'à ceux de la présence d'armes de destruction massive ou de groupes terroristes sur le sol irakien. Il parle, enfin, de l'ONU et du rôle que cette institution devra jouer quelques heures avant de déclencher une action qui, pourtant, ne sera pas accordée par celle-là.

Conclusion

Cette première partie a permis de revenir sur 5 événements diplomatiques importants ayant eu lieu dans les 3 mois avant le début des hostilités en Irak. Ils ont l'avantage de mettre en avant les positions de chacune des parties (favorable ou défavorable à une guerre), mais aussi de faire comprendre les fractures et divisions qui sont apparues entre les grandes puissances européennes et mondiales. Ils permettent de voir à quel point certains alliés ont pu, à ce moment-là, débattre et s'opposer de manière publique et médiatique. Cette succession de textes et Déclarations est également une bonne introduction à la partie suivante de ce travail qui s'intéressera plus particulièrement à la position de 5 grands pays européens dont nous avons déjà eu l'occasion de parler dans les lignes écrites plus haut, à savoir la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie. Elle interpelle également, en effet, quels devaient donc être les intérêts de chacun pour qu'ils s'opposent à ce point ?

DEUXIEME PARTIE

Tentative d'explication des positions des principaux Etats européens

Dans cette deuxième partie, nous allons analyser plus précisément 5 pays européens : la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie. On va tenter de reprendre pour chacun de ces Etats les raisons qui pourraient justifier la position qu'ils ont choisie face à cette crise internationale qui a accompagné le conflit irakien. Il s'agira de revenir à chaque fois sur les arguments officiels et médiatiques que le pays a invoqués. Mais on s'attardera aussi sur d'autres types de raisons. Ainsi, on reviendra sur le rôle que pourrait jouer l'Union européenne, ou plutôt sur celui que voudraient jouer les pays observés à l'intérieur de l'UE. On donnera également quelques pistes plus propres à chaque pays qu'elles soient, par exemple, économiques³⁵ ou encore historiques.

Nous commencerons cette partie en observant la France et ses arguments officiels. Nous remarquerons un possible intérêt économique, nous aborderons l'Union européenne et, finalement, nous terminerons par l'étude de l'opinion publique. L'Allemagne nous proposera plus ou moins le même panel de justifications officielles que la France. Pour ce deuxième Etat, nous observerons son Europe au travers du couple franco allemand, enfin nous

³⁵ S'agissant de l'économie, nous ne nous attarderons pas forcément sur le pétrole en particulier, comme certains pourraient s'y attendre, mais sur les intérêts économiques en général. En effet cette énergie, si elle a été au centre de la polémique avant et lors de cette guerre, fait économiquement partie d'un tout. Elle pourrait impliquer un intérêt géostratégique à faire la guerre, mais il nous semble, selon nos recherches, que cette question concerne beaucoup plus les Etats-Unis que l'Europe où elle demeure quelque peu marginale par rapport à d'autres types de raison (exception faite de la France).

reviendrons sur son histoire et sa politique intérieure. L'Angleterre ouvrira l'étude sur les pays partisans de ce conflit. Nous ferons notre habituelle liste de légitimations officielles et nous nous intéresserons aux relations entre Londres et Washington, bien particulières et amenant toute une série de réflexions. Nous continuerons par l'Espagne, sa justification médiatisée, puis les espérances de son Gouvernement à un niveau européen et enfin international. Nous terminerons cette partie par l'Italie en étudiant sa position officielle et les intérêts stratégiques et économiques que cette situation pourrait lui apporter en Irak grâce aux USA.

Le cas de la France

S'agissant de la France, il est intéressant de commencer en rappelant la position publique et officielle qu'elle a présentée aux médias, à ses partenaires et à la population. Cette position fut placée sous le signe de la négociation, de la place première donnée aux Nations Unies et de la recherche d'une solution si possible pacifiste et morale. Nous aborderons donc ici des aspects extérieurs et éthiques de la politique française et reviendrons, ensuite, sur une approche plus économique du problème en étudiant les relations économiques entre la France et l'Irak de Saddam Hussein et en se posant la question de savoir quelle a été leur influence sur la prise de position française. En troisième point, nous aborderons le sujet de la France et de l'Union européenne. Le fait de s'opposer aux USA n'a-t-il pas été un moyen de vouloir plus d'unification européenne sur la politique étrangère de défense et de sécurité ? Enfin, nous terminerons brièvement en revenant sur l'opinion publique de ce pays.

La France, comme la plupart des autres Etats, a dit officiellement désapprouver le régime de Saddam Hussein à plusieurs reprises³⁶. Si l'on considère les discours publics

³⁶ Ainsi, par exemple, le Ministre français des Affaires étrangères en fonction à l'époque, Dominique de Villepin, le répète dans son discours au Conseil de sécurité le 14 février 2003. Voir *op. cit.*

prononcés dans les derniers mois avant le début du conflit, elle marque cependant une volonté d'éviter le recours à la force. Dans son discours au Conseil de sécurité, le 14 février 2003, Dominique de Villepin, Ministre des Affaires étrangères français, affirme ceci : « En adoptant à l'unanimité la résolution 1441, nous avons collectivement marqué notre accord avec la démarche en deux temps proposée par la France : le choix du désarmement par la voie des inspections et, en cas d'échec de cette stratégie, l'examen par le Conseil de sécurité de toutes les options, y compris celle du recours à la force. C'est bien dans ce scénario d'échec des inspections, et dans ce cas seulement, que pourrait se justifier une seconde résolution. »³⁷ A ce moment-là, le ministre ajoute également qu'il ne considère pas les inspections comme terminées et « qu'un usage de la force serait si lourd de conséquences pour les hommes, pour la région et pour la stabilité internationale qu'il ne saurait être envisagé qu'en dernière extrémité. »³⁸ Nous retrouvons, ici, à la fois la volonté de tout faire pour éviter la guerre et celle de maintenir une action coordonnée et approuvée par l'ONU.

Dans une interview télévisée³⁹ donnée le 10 mars 2003, le président français Jacques Chirac revient sur cette crise en affirmant plusieurs points particuliers, notamment celui de son espérance de « vivre dans un monde multipolaire. (...) D'où l'importance à nos yeux capitale de l'Organisation des Nations Unies »⁴⁰. Organisation qui, selon lui, permettrait de gérer au mieux « un monde qui privilégie le respect de l'autre, le dialogue des cultures, le dialogue des civilisations, et qui essaie d'éviter les affrontements. »⁴¹ Lorsqu'il revient sur le désarmement irakien et les inspections, il dit avoir une confiance totale en les inspecteurs de l'ONU et que seule l'affirmation d'un échec de leur mission et de la coopération avec l'Irak pourrait inciter la France et l'ONU à prendre la décision d'un

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Voir la totalité de cet interview sur le site <http://ambafrance-ro.org/presse/fiche/intervie.htm>, site de l'ambassade de France en Roumanie consulté en janvier 2004.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.*

recours à la force. Il affirme, en troisième lieu et de manière claire, que la France refuserait en l'état de la situation d'accepter une résolution permettant le déclenchement d'un conflit armé, la guerre demeurant « la dernière étape d'un processus, tous les moyens devant être utilisés pour l'éviter en raison de ses conséquences dramatiques. »⁴² Enfin, il est intéressant de noter qu'il n'hésite pas à parler d'un problème de *morale* lorsqu'il dit vouloir éviter la violence. Le journaliste lui rappelle alors que c'est aussi en parlant de problème *moral* que Tony Blair dit vouloir détruire cet *axe du mal*, affirmation que Jacques Chirac trouve trop excessive de la part de son homologue britannique⁴³. Nous retrouvons dans les propos du président français l'importance donnée à l'ONU concernant tout engagement à prendre avec l'Irak, l'idée de tout faire afin d'éviter la guerre considérée comme lourde de conséquences et ce concept de morale utilisé ici comme porteur de non-violence.

Si l'on revient, à présent, sur la position française officielle, on en retire à la fois des éléments concernant sa façon de voir sa politique extérieure en accord avec les principes et les règles des Nations Unies à l'intérieur d'un monde multipolaire et également une vision, certainement pas pacifiste, mais plutôt *moralisatrice* ou *éthique* affirmant le dialogue et la négociation avant le recours à la force. On remarque là une vision des relations internationales somme toute très interdépendantiste⁴⁴. Dans les discours que nous venons d'aborder, ces deux hommes politiques français font également des allusions conséquentes aux problèmes de stabilité qui pourraient être déclenchés dans la région en cas de conflit.

Après avoir étudié ce point de vue officiel, il est temps de considérer d'autres arguments qui auraient pu inciter la France à avoir le comportement qu'elle a eu. De nombreuses voix se sont ainsi élevées pour affirmer que la France se refusait à une intervention en Irak pour des raisons d'ordre économique et

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ L'Interdépendantisme est une théorie des relations internationales s'opposant en partie au réalisme, qui sera étudié plus tard dans ce travail, et affirmant la présence de plusieurs types d'acteurs internationaux négociant, dialoguant et interagissant entre eux.

concernant plus particulièrement le pétrole irakien. Il semblerait que l'Hexagone s'intéresse à l'or noir irakien depuis près de 80 ans⁴⁵ et que les relations entre ces deux pays avaient toujours été cordiales jusqu'en 1990⁴⁶. Après cette date, les compagnies Total et Elf existaient encore en Irak, toutefois largement limitées par les sanctions infligées à l'Irak par l'ONU. Un autre article rappelle les intérêts que pouvait avoir l'économie française en Irak encore un an avant le conflit de 2003⁴⁷ en affirmant que les entreprises françaises avaient, à ce moment-là, 80 stands à la foire de Bagdad malgré l'embargo. Depuis 1996 et l'arrivée du programme onusien *Pétrole contre nourriture*, la France avait été le premier fournisseur de l'Irak⁴⁸ lui apportant, par exemple, à peu près 14% de ses importations en 2001. Ceci rapporta à l'économie française près de 660 millions de dollars en 2001. Selon T. Gadault et G. Tanguy⁴⁹, les entreprises ayant participé à ce commerce tentent aujourd'hui de le minimiser, mais, du côté de celles-ci, on est aussi très préoccupé par l'après-guerre en se demandant s'il y aura à nouveau de la place pour une participation économique française ou si tout sera monopolisé par les USA et leurs alliés. Cette coopération économique date de 80 ans pour les intérêts concernant le pétrole et s'est également nettement renforcée depuis les années septante, l'Irak ayant beaucoup sollicité la France pour se moderniser et pour s'armer. A-t-elle pu influencer d'une certaine manière la vision de la France sur ce conflit ? C'est en tout cas la thèse de certaines

⁴⁵ Georges DUPUY, « Un Monde de brut », *L'Express*, 13 février 2003, in <http://www.lexpress.presse.fr/info/france/dossier/franceirak/dossier.asp?id=42609>

⁴⁶ site du journal L'Express consulté en juillet 2004.

⁴⁷ Veille de la première guerre du Golfe.

⁴⁸ Dominique LAGARDE, Alain LOUYOT, « Le Dessous des cartes », *L'Express*, 13 février 2003, in.

<http://www.lexpress.presse.fr/info/france/dossier/franceirak/dossier.asp?id=42609>

⁴⁹ site du journal L'Express consulté en juillet 2004.

⁴⁸ Thierry GADAULT, Gilles TANGUY, « Peugeot, Schneider, Alcatel... les entreprises françaises redoutent les effets d'une guerre sur des relations commerciales vieilles de trente ans. », *L'Expansion*, 26 février 2003, in <http://www.le#xpansion.com/art/15.303.65831.0.html>, site consulté en juillet 2004.

⁴⁹ *Ibid.*

personnes dont M. Kenneth M. Timmerman⁵⁰. Pour ce dernier, ce sont effectivement pour des raisons économiques que la France a refusé la guerre. Les chiffres qu'il avance sont encore plus conséquents que ceux cités plus haut, en effet l'Irak recevrait 25% de ses importations de la France ce qui rapporterait près de 1,5 milliard de dollars par an aux entreprises de l'Hexagone. Par ailleurs, le groupe français TotalFinaElf aurait négocié il y a peu un contrat de 40 à 60 milliards de dollars afin d'exploiter de nouveaux gisements⁵¹. L'auteur revient également sur d'autres contrats signés entre ces deux pays comme celui d'Alcatel ou de Renault et Peugeot et démontre que certains de ces échanges pourraient ou auraient pu favoriser le développement d'un programme nucléaire en Irak⁵². Au vu de ceci, il semble intéressant de se demander si la France n'a pas au moins pris cette dimension économique en question lors de ses tentatives d'apaisement avant le début du conflit et lors de sa décision de ne pas y participer. Mais, dans ce cas-là, n'aurait-elle pas dû finalement participer au conflit afin d'avoir plus de chances d'obtenir des contrats lors de la reconstruction du pays ?

En plus des raisons officielles dues à une certaine vision de la politique internationale et de la morale et de potentielles raisons économiques, le cas de la France peu aussi nous interpeller d'un point de vue européen. Y- a t'il eu de la part du Gouvernement français une volonté de distanciation de la politique américaine afin, non seulement de créer une bipolarité ou une multipolarité au sein des puissances internationales, mais aussi de distancier ou de détacher l'Union européenne de l'influence transatlantique ? Est-ce pour cette raison qu'elle a alors fait front commun avec

⁵⁰ Kenneth M. TIMMERMAN, « Les Juteuses affaires des Français en Irak », The New Republic, in. *Courrier International*, No 646, 20 mars 2003, in. http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=4510&provenance=zop_archives, site du Courrier International consulté en juillet 2004.

⁵¹ L'auteur se base sur des déclarations de Richard Perle pour affirmer ceci.

⁵² Par exemple, l'entreprise de matériel médical française Karl Storz Endoscopie aurait vendu à l'Irak des « appareils de lithotripsie destinés à traiter des calculs rénaux mais équipés d'un krytron [composant électronique] semblable à ceux servant à déclencher les têtes nucléaires. » in. *Ibid.*

l'Allemagne et que le président français s'est emporté contre les nouveaux Etats européens de l'est qui avaient signé la Lettre des huit ? Selon M. Braunberger⁵³, la France voit à l'époque dans ces relations transatlantiques troublées l'occasion d'un renforcement de l'Europe et la perspective de la voir s'exprimer de manière unie dans le domaine de la défense et de la politique extérieure en général et elle aurait pour ceci choisit l'Allemagne comme « partenaire important »⁵⁴. Il s'agirait là d'une double volonté concernant à la fois l'idée d'unification de l'Europe et celle d'éloignement des Etats-Unis. Selon une autre source, Jacques Chirac aurait simplement et avant tout désiré « exprimer ses inquiétudes vis-à-vis de l'unilatéralisme américain »⁵⁵. La plupart des observateurs qui se penchent au début 2003 sur ce triangle France-Europe-Etats-Unis y voient en tout cas une occasion pour la France, et plus particulièrement pour son président, de jouer ou rejouer un rôle important sur la scène internationale que ce soit en se définissant comme pilote de l'Europe, comme défenseur d'un monde équilibré entre plusieurs grandes puissances ou tout simplement comme opposant pur et simple à la politique américaine⁵⁶. Ces observateurs regrettent également que la position européenne ait finalement été tout sauf unie et ait à ce point divisé

⁵³ Gerald BRAUNBERGER, « Paris cultive son jardin berlinois », Frankfurter Allgemeine Zeitung, in. *Courrier International*, No 650, 17 avril 2003, in. http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=4059&provenance=zop.archives, site du Courrier International consulté en juillet 2004.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Quentin PEEL, « Chirac et Blair : deux tentatives, deux échecs », Financial Times, in. *Courrier International*, No 645, 13 mars 2003, in. http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=4621&provenance=zop.archives, site du Courrier International consulté en juillet 2004.

⁵⁶ Par exemple, Robert Kagan écrit que, pour les Français, « il est plus drôle de jouer les Don Quichotte, de se battre contre des moulins à vent américains que de laisser les USA envahir l'Irak ». Voir Robert KAGAN, « Paris boxe au-dessus de sa catégorie », The Washington Post, in. *Courrier International*, No 628, 14 novembre 2002, in. http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=6425&provenance=zop.archives, site du Courrier International consulté en juillet 2004.

l'Union Européenne. Par ailleurs, certains d'entre eux accusent d'ailleurs la France, mais aussi d'autres pays ou dirigeants européens, voire les institutions européennes elles-mêmes. Quoiqu'il en soit, la volonté d'une Europe unie est un élément pris en compte par beaucoup afin d'expliquer la position française, de même pour cette distanciation vis-à-vis des USA qui peut se rapprocher de la vision française d'un monde multipolaire et donc va de paire avec la mise en avant du rôle de l'ONU si l'on se base sur une vision interdépendantiste des relations internationales.

Enfin, le dernier point qui va être brièvement abordé concernant la France est celui de l'opinion publique. Cette dernière s'est, en effet, à maintes reprises exprimées dans les mois précédant le conflit et à travers toute l'Europe. Dans l'Hexagone, si l'on se réfère au sondage Ipsos⁵⁷ effectué au mois de février 2003, la population est alors fortement opposée à ce conflit. Effectivement, près de 57% des personnes interrogées se déclarent *tout à fait opposées* à cette guerre et 30 % plutôt *opposées*. Les interviewés sont, à ce moment-là, favorables à un veto français au Conseil de sécurité s'il n'est pas donné de preuve formelle de l'existence d'armes de destruction massive. La raison principale évoquée pour argumenter ce refus est l'agacement provoqué par les méthodes utilisées par les Etats-Unis pour arriver à leur fin. L'opposition ne recule que lorsque l'on parle d'une opération qui serait orchestrée et approuvée par les Nations Unies où seul un Français sur trois continue à refuser l'idée d'un conflit contre l'Irak. A savoir si cette prise de position de la population a réellement influencé le Gouvernement français, cela semble peu probable. On peut penser qu'il avait certainement déjà pris sa décision. Toutefois, elle a pu le conforter dans cette voie-là et le soutien d'un peuple à son président est évidemment toujours quelque chose de positif pour ce dernier.

Ce chapitre nous a permis d'aborder les raisons qui ont ou auraient pu pousser la France à avoir l'attitude qu'elle a eue lors de ce début de l'année 2003. Nous sommes revenus sur sa vision des relations internationales et avons aussi compris que la morale

⁵⁷ Stéphane ZUMSTEEG, « Le Refus d'une guerre en Irak se radicalise », in. <http://www.ipsos.fr/CanalIpsos/articles/1073.asp>, site consulté en juillet 2004.

entraîné en jeu dans la position à avoir face à cet événement d'après l'interview accordée par M. Jacques Chirac que nous avons étudiée. Les relations économiques franco irakiennes ont également, selon certains, eu leur rôle à jouer dans le refus de la France de participer à la guerre, de même que sa vision de la politique que doit entreprendre l'Union Européenne. Enfin, l'opinion publique a pu peut-être donner une certaine légitimité supplémentaire à l'action du président français.

Le cas de l'Allemagne

Lors de cette crise irakienne, l'Allemagne a certainement été l'une des plus grandes alliées de la France. Ce duo n'est, certes, pas nouveau, et s'est déjà soutenu à différentes reprises donnant d'ailleurs naissance à l'expression souvent utilisée du *couple franco allemand*. Nous allons d'ailleurs reprendre cette idée de couple dans notre développement sur l'Allemagne, mais commencerons tout d'abord en revenant, de la même manière que pour la France, sur la position officielle du Gouvernement allemand. Nous continuerons en revisitant de manière courte le duo France-Allemagne et en tentant de comprendre quelle a été l'influence de ces relations bilatérales sur l'attitude allemande. Nous finirons en étudiant des aspects intérieurs et historiques de l'Allemagne qui concernent l'opinion publique et le pacifisme de cet Etat.

Il semble que cette crise irakienne ait commencé par embarrasser l'Allemagne et sa diplomatie. En effet, cette dernière est entrée dans le Conseil de sécurité de l'ONU en tant que membre non-permanent dès le premier janvier 2003, date à laquelle le conflit entre les grandes puissances autour de la résolution 1441 et de l'éventualité d'une guerre en Irak commençait sérieusement à s'envenimer. De plus, Gerhard Schröder qui vient alors d'être réélu, avait basé toute une partie de sa campagne électorale sur le refus d'une guerre contre l'Irak avec ou sans l'accord de l'ONU⁵⁸. Au

⁵⁸ Stefan ULRICH, « Dilemmes en vue pour la diplomatie berlinoise », *Süddeutsche Zeitung*, in. *Courrier International*, No 636, 9 janvier 2003, in.

début de l'année 2003, l'Allemagne paraît encore être apeurée par un éventuel choix à faire entre la France et les USA⁵⁹. Elle va pourtant rapidement prendre le parti des opposants à ce conflit et, ainsi, rejoindre le camp français. Les raisons officielles avancées par Berlin quant à son refus de la guerre rejoignent en grande partie celles évoquées par la France que nous avons déjà étudiées plus haut. En effet, elle dit également penser que l'Irak pourrait être entièrement désarmé à l'aide de solutions pacifistes⁶⁰ et en évitant la guerre. Dans un éditorial écrit pour le New York Times, le chancelier allemand G. Schröder affirme : « Nous ne devons pas oublier que la sécurité dans le monde d'aujourd'hui ne peut être garantie par un pays agissant seul, elle peut seulement être atteinte par le biais d'une coopération internationale. »⁶¹ Nous retrouvons, dans cette phrase, la volonté de mettre en avant la coopération internationale, donc les institutions internationales. De plus, le fait d'agir à plusieurs sous-entend certainement, d'une part l'idée de l'absence d'une seule et unique puissance gouvernant le monde et d'autre part la vision d'une multipolarité des puissances. Ces éléments rappellent fortement une vision interdépendantiste des relations internationales comme on l'a déjà constaté avec la France. Ce sont d'ailleurs ces deux pays qui vont ensemble tenter de trouver des solutions afin d'éviter la guerre avec, notamment, leur idée d'une nouvelle résolution tendant à intensifier les inspections, comme nous avons pu le constater lorsque nous avons étudié les événements importants ayant précédé ce conflit. Ayant étudié la France en première partie, il n'est donc pas nécessaire d'aller plus

http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=5657&provenance=zop.archives, site du Courrier International consulté en juillet 2004.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Birgit LUTZ, « Krieg oder Frieden, Positionen im Irak-Konflikt », in. <http://www.sueddeutsche.de/au#sland/artikel/138/3135/>, site Internet du journal allemand Süddeutsche Zeitung consulté en juillet 2003.

⁶¹ « Gerhard Schröder: il est temps de travailler "ensemble pour gagner la paix" », *La Presse Canadienne*, 2003, in. <http://www.broadcastnews.ca/english/online/full/Monde/030919/M091936AU.html>, site de la Presse Canadienne consulté en juillet 2003.

loin dans l'exposition des raisons officielles formulées par l'Allemagne pour justifier son attitude.

Comme nous avons déjà pu le voir au travers des lignes écrites plus haut, l'Allemagne s'est rapidement alliée avec la France dans la crise internationale qui a abouti à la guerre en Irak. Il serait maintenant intéressant d'observer si cette position n'est pas également due à la fidélité de ce pays au couple qu'il forme avec la France. Cette éventualité est plausible et n'en est pas à son premier essai, en effet ces deux Etats ont souvent fait marche ensemble, surtout en ce qui concerne les affaires européennes. Ce couple européen s'est formé symboliquement lors du traité de l'Elysée, le 22 janvier 1963, mais semble exister depuis bien plus longtemps⁶². Il a été un pilier de la construction européenne. Selon K. Harpprecht : « Ils ne peuvent rien sans l'autre, même s'ils ne peuvent rien faire ensemble. (...) Il n'y a pas d'alternative à la coopération franco allemande. »⁶³ Il a déjà été dit plus haut que la diplomatie allemande s'est, tout d'abord, trouvée très embarrassée quand il a fallu choisir son camp entre la France et les Etats-Unis. Elle a pourtant très rapidement rejoint sa voisine. Cette alliance a pris la tête de la coalition des pays anti-guerre à la fois au niveau médiatique et aussi au niveau des solutions proposées afin d'éviter le conflit. Elle s'est d'ailleurs rapidement heurtée à d'autres opinions européennes qui ont non seulement critiqué cette position face au conflit irakien, mais qui ont aussi pu émettre un certain agacement par rapport à ce duo dont ils ont souvent l'impression qu'il désire imposer ses opinions à toute l'Union Européenne⁶⁴.

⁶² Bref rappel historique : Klaus HARPPRECHT, « Paris et Berlin, partenaires obligés d'une Histoire en marche », *Die Zeit*, in. *Courrier International*, No 638, 23 janvier 2003, in.

http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=5417&provenance=zop_archives, site du Courrier International consulté en juillet 2004.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Par exemple, quand il parle du plan franco allemand afin d'éviter la guerre, le journal espagnol ABC dit ceci : « Il existe d'autres visions aussi légitimes, provenant de partenaires tout aussi engagés dans la construction européenne. Il ne faut donc pas s'étonner que d'autres alliances se créent pour faire contrepoids à l'immense capacité d'influence franco allemande et pour empêcher que les deux

Cette fidélité de l'Allemagne à la France est-elle due aux relations entre ces deux pays ? Est-ce un ralliement stratégique ? Les intérêts des deux se rejoignaient-ils simplement et par hasard ? L'Allemagne est-elle prête à faire beaucoup pour demeurer alliée de Paris ? Il serait de toute façon réducteur de penser que l'Allemagne ne s'est opposée à la guerre que par volonté de ne pas briser le couple. Il est clair et évident que ces Etats possèdent une relation toute particulière et qu'ils ont une certaine ambition vis à vis de la construction européenne, entre autres concernant la politique étrangère de sécurité commune. Cependant, même s'ils ont un intérêt à se soutenir, l'Allemagne, pays européen parmi les plus puissants, ne peut avoir calqué sa position politique uniquement sur celle de sa voisine française. Rappelons d'ailleurs que c'est Berlin, bien avant Paris, qui a déclaré publiquement son opposition à une guerre en Irak, même si la France a ensuite pris la tête de la coalition anti-guerre.

La raison qui pourrait, lors de cette partie sur l'Allemagne, être une des plus intéressantes à étudier, est une raison historique. Ce pays a été, comme nous le savons tous, un acteur prépondérant des deux Guerres mondiales qui ont ravagé l'Europe dans la première moitié du XX^e siècle. Les multiples drames qu'elles ont impliqués ont touché de nombreux pays, mais aussi l'Allemagne qui doit, en plus, en porter une grande part de responsabilité. Cette culpabilisation a depuis pesé et influence encore beaucoup cet Etat. Elle a eu comme conséquence une phobie de la guerre et un désir de pacifisme auprès d'une grande part de la population. Il faut aussi rappeler que cet Etat a été séparé en deux pendant des dizaines d'années entre l'Est communiste et l'Ouest capitaliste. Lors de sa campagne électorale de 2002, Gerhard Schröder a certainement dû une partie conséquente de sa victoire à ses déclarations contre la possibilité d'une future guerre en Irak. Cet esprit pacifiste va alors influencer le peuple allemand « encore habité par le traumatisme

pays n'imposent à toute l'Union les accords conclus entre eux. », in. « Le Couple Paris-Berlin fait des jaloux », *Courrier International*, No 639, 30 janvier 2003, in. http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=5296&provenance=zop.archives, site du Courrier International consulté en juillet 2004.

consécutif aux deux Guerres mondiales et à la déchirure du pays pendant la Guerre froide »⁶⁵. Le pacifisme est indéniablement à la mode en Allemagne dans les sondages. En janvier 2003, les Allemands se disent opposés à une guerre en Irak sans le consentement de L'ONU à une majorité de 89% et, avec le consentement de l'ONU, 51% de la population s'y refuse encore⁶⁶. Peut-être qu'ici, nous pouvons remarquer une première différence entre la vision française et la vision allemande. En France, les opposants à la guerre n'ont pas brandi la carte du pacifisme comme argument prépondérant, le président français a d'ailleurs explicitement fait savoir qu'il ne se considérait pas comme pacifiste⁶⁷. En Allemagne, on peut penser que cela va beaucoup plus loin, car les thèses pacifistes y sont appréciées pour les raisons historiques dont il a été question plus haut. Ainsi, la France voit la guerre comme un dernier recours et désire faire les choses dans les règles des organisations internationales. L'Etat allemand et surtout sa population ressentent sûrement plus en profondeur les conséquences d'une guerre et cela rend leur position certainement éthiquement et moralement très exigeante. On retrouve ici à la fois le paramètre de l'opinion publique, mais aussi celui de l'histoire de ce pays. Cette position, plutôt idéaliste, a, selon toute vraisemblance, eu un impact véritable sur la politique berlinoise, impact peut-être si puissant qu'il a impliqué une attitude allant à l'encontre d'un des plus puissants alliés de l'Allemagne, les Etats-Unis.

L'étude que nous venons d'effectuer sur l'Allemagne a mis en avant le fait que son attitude vis à vis de la guerre en Irak de 2003 fut sensiblement la même que celle de sa partenaire privilégiée, la

⁶⁵ Corinne DELOY, « Elections législatives en Allemagne 22 septembre 2002, La CDU/CSU et le SPD désormais au coude à coude dans les sondages », in <http://www.robert-schuman.org/oeec/allemande/default2.htm>, site sur l'Europe et son actualité consulté en juillet 2004.

⁶⁶ Sylvia KRITZINGER, « Public opinion in the Iraq crisis: explaining developments in Italy, the UK, France and Germany », *European political science*, 3.1, Automne 2003, pp. 30-35.

⁶⁷ « La France n'est pas un pays pacifiste. », déclaration de Jacques Chirac lors d'un interview télévisé, *op. cit.*

France. Elle a, effectivement, utilisé des mêmes arguments en désirent faire valoir tous les moyens possibles pour régler le cas irakien sans usage de la force et en mettant en avant le rôle premier qu'aurait dû jouer l'ONU. On a remarqué, en deuxième point, qu'une nouvelle fois le couple franco allemand s'est vu réuni sous la même vision des choses. Enfin, on a mis l'accent sur l'histoire et les valeurs de l'Allemagne et de son peuple pour observer l'importance du rejet de la guerre et de la mise en valeur des thèses pacifistes.

Le cas du Royaume-Uni

Après avoir étudié la France et l'Allemagne, deux grands pays européens s'étant fortement opposés à une guerre en Irak, nous allons à présent nous pencher sur l'Angleterre, Etat qui a certainement le plus soutenu la politique des USA face à l'Irak, malgré l'opposition d'une partie de la classe politique⁶⁸ et du peuple anglais⁶⁹. Nous débuterons notre analyse par un exposé des raisons officielles qui s'articulent principalement autour de la présence d'armes de destruction massive en Irak, de possibles liens avec des groupes terroristes et de la volonté de libérer le peuple irakien d'une longue dictature. Nous continuerons en nous penchant plus particulièrement sur les relations entre l'Angleterre et les USA avec les conséquences que cela comporte dans les rapports entre Londres et Bruxelles. Nous tenterons de voir si ceci a eu une répercussion sur la position anglaise et pourquoi.

Le premier ministre anglais Tony Blair se rallie rapidement à la politique américaine et prend très tôt le parti d'une attaque préventive contre l'Irak de Saddam Hussein, même s'il semble qu'il ait commencé en tentant de raisonner son homologue américain et, qu'au début de l'année 2003, certains pensent qu'il est le seul à

⁶⁸ Par exemple, la démission du populaire Robin Cook, ministre britannique en charge des relations avec le parlement, le 18 mars 2003.

⁶⁹ Une enquête réalisée les 6 et 7 mars 2003, en Angleterre, montre que seul 29% des Anglais apportent leur soutien à Tony Blair (Source : <http://www.ipsos.fr/CanalIpsos/articles/1091.asp?rubId=1091>, site Internet d'Ipsos consulté en août 2004.)

pouvoir encore ralentir la machine de guerre américaine⁷⁰. Le premier ministre britannique va se baser sur les mêmes arguments que ceux avancés par les USA afin de légitimer l'intervention en Irak. Il va ainsi reprendre le thème de la présence d'armes de destruction massive sur le territoire irakien comme on peut le constater en reprenant quelques extraits de discours qu'il fait avant et pendant le conflit : « Les renseignements sont clairs : Saddam Hussein continue de penser que son programme d'armes de destruction massive (ADM) est indispensable, à la fois pour réprimer en interne et pour agresser à l'extérieur... »⁷¹, « On nous demande maintenant d'accepter sérieusement (l'idée) que, au cours des dernières années, en contradiction avec l'Histoire et les renseignements, Saddam Hussein a décidé unilatéralement de détruire ces armes. Je dis que de telles affirmations sont complètement absurdes... »⁷² et, enfin, « Nous trouverons certainement des ADM. C'était la raison première pour envahir l'Irak et faire tomber le régime de Saddam Hussein... »⁷³. Cette conviction de la présence d'armes nucléaires ou encore biologiques en Irak est à lier, évidemment, avec la politique anti-terroriste intensive menée depuis les attentats du 11 septembre dans de nombreux Etats avec comme chefs de file les Etats-Unis, alliés privilégiés de l'Angleterre. Ainsi, le discours officiel fait état d'un danger imminent, à la fois pour le peuple irakien, qui se doit déjà de supporter une dictature allant à l'encontre de tous les droits fondamentaux, mais aussi pour la région, très instable, et enfin pour le reste du monde et donc pour les puissances occidentales. Les pays de la coalition accusent d'ailleurs rapidement Saddam Hussein et

⁷⁰ Jackie ASHLEY, « Tony Blair et le dilemme irakien », *The Guardian*, in. *Courrier International*, No 638, 23 janvier 2003, in. http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=5437&provenance=zop.to.uslesdossiers, site Internet du Courrier international consulté en août 2004.

⁷¹ Extrait d'un discours prononcé le 25 février 2003, in. http://www.lesoir.be/rubriques/mond/page_5179_235706.shtml, site Internet du quotidien belge Le Soir consulté en août 2004.

⁷² Extrait d'un discours prononcé le 18 mars 2003, in. *Ibid.*

⁷³ Extraits d'un discours de Geoff Hoon, ministre de la Défense, prononcé le 24 avril 2003, in. *Ibid.*

son Gouvernement de posséder des liens avec le groupe terroriste d'Al-Qaïda. Le champ lexical *terrorisme - armes de destruction massive - Al-Qaïda* revient dans la plupart des discours des partisans anglais de cette guerre. L'Angleterre s'appuie, alors, sur *The September dossier*, rapport publié en septembre 2002 et sur, *The February dossier*, autre rapport publié en février 2003. Ces deux textes mettent en avant la présence de différents types d'AMD sur le sol irakien ainsi que le commerce que fait Bagdad avec des pays africains, notamment le Niger à qui il désirerait acheter de l'uranium⁷⁴.

Mais, comme pour la plupart des autres membres de la coalition, l'Angleterre avance également un autre argument afin de légitimer son acte. Il ne s'agit pas seulement pour les alliés de se protéger, il s'agit aussi de délivrer un peuple d'une dictature dont personne ne doute de la cruauté. Le Gouvernement britannique publie, le 17 mars 2003, un document intitulé *A Vision for Iraq and the iraqi people*⁷⁵. Cette déclaration semble vouloir détenir comme principaux lecteurs le peuple irakien lui-même et vouloir légitimer la position de Londres en faisant une *liste* de tout ce qui sera fait pour aider et soutenir les Irakiens après la chute du régime. Elle reprend donc les principaux points reprochés à Saddam Hussein et dit également: "We wish to help the Iraqi people restore their country to its proper dignity and place in the community of nations, abiding by its international obligations and free from UN sanctions."⁷⁶ Elle dit désirer soutenir ce peuple afin qu'il obtienne la paix, la prospérité, la liberté, etc., l'aider entre autres à se réintégrer dans la communauté internationale et à trouver une

⁷⁴ Les dossiers en entier, ainsi que d'autres textes éclairants se trouvent sur <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200203/cmselect/cmfaff/813/81302.htm>, site Internet du Parlement anglais consulté en août 2004.

⁷⁵ Il s'agit de la version originale du texte de la Déclaration des Açores. Voir la publication en entier dans sa version originale sur : <http://www.fco.gov.uk/servlet/Front?pagename=OpenMarket/Xcelerate/ShowPage&c=Page&cid=1032455026312>, site Internet du Foreign and Commonwealth Office britannique consulté en août 2004.

⁷⁶ *Ibid.*

solution rapide à la dette irakienne.⁷⁷ Cette partie de l'argumentation officielle de l'Angleterre se base sur une vision plus idéaliste et humanitaire de la situation et est reprise par tous les autres membres de la coalition.

Si les Anglais ont avancé diverses raisons légitimant un conflit dit « préventif » et sans accord de l'ONU, il existe d'autres points qui pourraient avoir influencé le choix de Tony Blair. Nous allons ici aborder un thème qui ne date pas des débats dus à cette guerre en Irak. En effet, nous allons nous pencher sur les relations transatlantiques de l'Angleterre. Celle-ci est un Etat de l'Union Européenne, mais est également connue de part ses relations toutes privilégiées avec les Etats-Unis. Ainsi, il est légitime de se poser différentes questions : les Anglais préfèrent-ils conserver des liens particuliers avec les USA plutôt que de tenter d'unir l'UE d'une seule voix sur le problème irakien ? Ont-ils la volonté de rallier avec eux les autres Etats de ce que certains ont appelé la *nouvelle Europe* ? N'ont-ils pas tout simplement la vision d'une Europe transatlantique et réaliste, au moins en ce qui concerne les problèmes de défense et de sécurité, au contraire de la France qui désirerait une Europe plus forte et indépendante de Washington ? Leur position vis-à-vis de la guerre n'est-elle pas la conséquence de leur perception d'un monde organisé dans une certaine relation tripartite Angleterre – UE - USA ?

La solidarité transatlantique entre l'Angleterre et les USA existe depuis des dizaines d'années. Ainsi, si l'on ne s'intéresse qu'aux problèmes de défense et de sécurité, il semblerait que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) soit au cœur de la vision anglaise⁷⁸. Ce serait pour cette raison, d'ailleurs, que Londres accepte mal toute idée de créer une défense européenne indépendante de l'OTAN et qu'elle a, en général, privilégié la solidarité transatlantique lorsqu'un choix s'imposait⁷⁹. Cette

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Pierre VERLUISE, résumé du livre « La Grande-Bretagne et l'Europe : Le grand malentendu », Pauline SCHNAPPER, Ed. Presses de Sciences po, 2000, in. <http://www.diploweb.com/p6schn01.htm>, site Internet d'une revue d'études géopolitiques consulté en janvier 2004.

⁷⁹ *Ibid.*

solidarité aurait tout a fait pu se poursuivre lors de traversée de la crise irakienne. Elle comporte à la fois des racines historiques, mais également une vision des relations internationales réaliste plutôt semblable et peut, peut-être, faire penser au dirigeant anglais qu'il a beaucoup moins à perdre en demeurant un allié de la plus grande puissance mondiale qu'en se rapprochant du pilier européen franco allemand. Certains critiques de l'attitude de Tony Blair lui reprochent d'avoir trop méconnu les personnalités et intentions de l'administration américaine en place en cette année 2003, ils lui reprochent également de leur avoir apporté trop de confiance. Enfin, ils rappellent que le président américain avait affirmé qu'il n'avait besoin de la permission de personne pour attaquer l'Irak, donc pas celle de l'ONU et encore moins celle de Tony Blair. Celui-ci serait donc réduit à un allié inférieur plutôt qu'un allié d'égal à égal⁸⁰. D'autres pensent que si Blair a agi de cette manière, surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001, c'est afin de gagner en influence sur les Etats-Unis, ainsi : « Si Blair a réussi à tenir le premier rôle – au sujet de la guerre contre le terrorisme –, c'est parce qu'il ne s'est jamais départi d'une solidarité sans faille avec Washington. Car, il a compris, dès son accession au pouvoir, que cette loyauté anglo-saxonne était la condition nécessaire pour peser sur la superpuissance d'outre-Atlantique. Question de confiance. »⁸¹ Selon ce journaliste, Blair doit toutefois se méfier d'une influence qui n'est peut-être pas aussi grande qu'il le voudrait bien à un moment (fin 2001) où il prêche encore à son ami américain une certaine retenue envers l'Irak⁸². Cette relation privilégiée ne veut tout de même pas dire non plus que l'Angleterre renie son appartenance européenne, loin de là. Il semble juste qu'elle ait une autre hiérarchisation de ses alliés lorsque cela

⁸⁰ Voir, par exemple, « Le Nouveau visage de Tony Blair », *The Guardian*, in. *Le Courrier international*, No 646, 20 mars 2003, in.

http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=4524&provenance=zop.archives, site Internet du Courrier international consulté en août 2003.

⁸¹ Jean-Michel DEMETZ, « Blair chef de guerre », *L'Express*, 29 novembre 2001, <http://www.lexpress.fr/info/monde/dossier/blair/dossier.asp?ida=416828#Top>, site Internet du journal français L'Express consulté en août 2004.

⁸² *Ibid.*

concerne la politique extérieure de défense et de sécurité et qu'elle souhaite une Europe atlantiste et possédant une politique plus réaliste.

Nous venons d'aborder dans ce point la position de l'Angleterre, pays phare des partisans de la guerre en Europe et allié principal de Washington. La première partie de notre exposé a permis de mettre en lumière les arguments avancés par Londres afin de justifier sa position. La deuxième partie, plus délicate, a tenté de décrypter la relation de l'Angleterre avec les USA, de laquelle est déduite une partie des relations que ce même pays entretient avec l'Union européenne en ce qui concerne certains domaines. Nous nous sommes posés certaines questions sur le pourquoi de ces liens et avons ainsi, également pu obtenir certaines pistes sur la volonté de Blair de voir son pays doué d'une certaine influence internationale. Il reste à définir jusqu'où va cette solidarité anglaise gratuite et où les intérêts commencent-ils à apparaître, quel rôle l'histoire y joue-t-elle et, enfin, quelle place reste-t-il pour l'Europe ?

Le cas de l'Espagne

L'Espagne, comme l'Angleterre, a rapidement rejoint la coalition conduite par les Etats-Unis. Il est intéressant d'étudier les raisons qui ont poussé M. Jose Maria Aznar à prendre cette position, car cette attitude voulue par le Gouvernement en place à l'époque s'est attirée les foudres d'une grande part de la population espagnole plutôt hostile à ce conflit⁸³. En effet, la France et l'Allemagne avaient vu leur politique légitimée par leur population et Londres avait vécu moins de mobilisation que Madrid. Cela n'a toutefois pas empêché l'Espagne de participer au conflit en Irak⁸⁴.

⁸³ En mars 2003 lors d'un sondage, près de 80% de la population espagnole se déclare opposée à la guerre en Irak et, le 15 février, ce sont environ 4 millions de personnes qui manifestent contre le déclenchement des hostilités dans 57 villes espagnoles. (« La Révolte contre Blair se renforce », 6 mars 2003, in. http://solidariteetprogres.online.fr/News/Grande-Bretagne/breve_682.html, site Internet de « Solidarité et Progrès » consulté en août 2004).

⁸⁴ Rappelons ici que cet Etat a commencé par envoyer des troupes censément être

Ceci étant dit, les lignes suivantes vont tenter de mieux comprendre la position espagnole. Nous débuterons en reprenant les raisons officielles données par l'Espagne afin d'argumenter son engagement et en soulignant, dans le cas de ce pays, l'importance de la lutte contre le terrorisme. Nous nous attèlerons ensuite à démontrer en quoi cette position pourrait être une façon de se placer autrement sur l'échiquier européen. Nous terminerons en nous plaçant dans une perspective internationale et verrons si le chef du Gouvernement espagnol n'a pas, également, eu dans l'idée de procurer une place plus importante à son pays à un niveau international.

Il semble que pour M. Aznar, le fait d'avoir appuyé la politique anti-terroriste des USA soit dans la continuité globale de sa politique de répression vis à vis des groupes terroristes basques de l'ETA⁸⁵. On sait également que le Gouvernement américain a soutenu son homologue espagnol dans sa lutte anti-terroriste, surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001, et que ce soutien a été vu comme beaucoup plus réaliste et efficace que celui des autres Etats membres de l'Union européenne. Dès son arrivée au pouvoir, Aznar s'est efforcé d'adopter une ligne de conduite offensive contre l'ETA et ceux qu'il considérait comme ses partenaires⁸⁶. Après les attentats du 11 septembre, cette politique répressive s'est encore accrue avec, notamment, le parti Batasuna déclaré illégal en août 2002. Ainsi, ce Gouvernement a rallié politique intérieure et extérieure grâce à sa politique contre le terrorisme. C'est, d'ailleurs, avec ces mêmes arguments évoqués par les USA et l'Angleterre concernant les liens entre le pouvoir irakien et Al-Qaïda, l'existence d'armes de destruction massive dans ce pays et le risque pour la communauté internationale du maintien du Gouvernement irakien en place que l'Espagne a tenté

de *maintien de la paix*, car il n'avait pas l'aval du roi espagnol pour entrer en guerre directement. Ceci a toutefois suscité des polémiques, certains se demandant si ces troupes de maintien de la paix l'étaient véritablement.

⁸⁵ Paul M. HEYWOOD, « Desperately seeking influence: Spain and the war in Iraq », *European political science*, 3.1, Automne 2003, pp.35-40.

⁸⁶ *Ibid.* p. 36.

d'argumenter sa vision de la situation. Le 10 mars 2004, presque un an après le début de ce conflit, en répondant à la question de journalistes, Jose Maria Aznar n'a apparemment pas réellement changé de position officielle, même si son discours est plus flou. Lorsque l'on revient sur sa participation à cette guerre, il répond: « J'ai fait ce que je crois que je devais faire, en pensant strictement à l'intérêt général et à l'intérêt de mon pays. Les armes de destruction massive étaient une des raisons, pas forcément la plus importante, et ce chapitre est loin d'être clos. Il y a aussi ces autres raisons fondamentales que sont la légalité internationale et le fait de prendre ses responsabilités dans la lutte contre le terrorisme. »⁸⁷ Il est évident, qu'à nouveau, le fait de pouvoir apporter la liberté, la paix et la démocratie au peuple irakien a été aussi mis en avant dès les premiers temps de la même manière que chez les autres États participants.

Après notre exposé des arguments officiels et médiatisés, nous allons revenir sur une autre dimension : la dimension européenne, que nous avons déjà mise à l'honneur à plusieurs reprises dans ce travail. La décision espagnole aurait pu être celle d'un calcul stratégique en vue de fournir un nouveau rôle à l'Espagne au sein de l'Union Européenne⁸⁸. Le soutien de l'administration Bush apporté à Madrid serait le bienvenu à l'intérieur d'une Union élargie à 25. L'idée d'installer un nouveau pôle de pays européens ne déterminant pas la politique de l'UE sur le social, mais plutôt sur une dérégulation économique se rapprochant de celle des USA pourrait être séduisante pour le Gouvernement de l'époque⁸⁹. L'Espagne voudrait alors, avec l'aide de l'Italie et de l'Angleterre, proposer une alternative au puissant axe franco-allemand vu comme voulant faire de l'Europe une « forteress Europe »⁹⁰, un concurrent des Etats-Unis, afin de mettre en place ce que Donald Rumsfeld appellerait *New Europe*. Ses intérêts la pousseraient à se rapprocher

⁸⁷ Marie-Claude DECAMPS, Arnaud LEPARMENTIER et Martine SILBER, « José Maria Aznar, Mes vérités sur l'Espagne, le pouvoir et l'Europe », *Le Temps*, 10 mars 2004, p. 15.

⁸⁸ Paul M. HEYWOOD, *op. cit.*, p. 37.

⁸⁹ *Ibid.* p. 38.

⁹⁰ *Ibid.* p. 37.

davantage de Tony Blair et à s'éloigner quelque peu de la France et de l'Allemagne. Des intérêts d'ordre économiques sont aussi à prendre en compte, car l'Espagne a beaucoup investi en Amérique latine depuis le début des années 90⁹¹. L'influence économique et militaire des USA sur le sud du continent américain n'est plus à contester et Madrid se doit d'être en bons termes avec Washington⁹². Nous observons donc là que les intérêts économiques liés à cet événement ne concernent pas forcément tous les pays du Moyen et Proche-Orient. Il est aussi évident que certaines firmes espagnoles pourraient obtenir des contrats lors de la reconstruction de l'Irak⁹³. Enfin, l'aide apportée par le secrétaire d'État américain, Colin Powell, dans le conflit opposant le Gouvernement espagnol et le Maroc, en juillet 2002, est accueillie avec satisfaction, l'Union Européenne ayant été incapable de trouver de compromis ou de solution. Ainsi, le Gouvernement Aznar a tout intérêt à se lier plus étroitement aux USA qui pourraient être un efficace soutien, mais aussi et surtout, dans la compétition à la direction du chemin que prendra l'Europe des 25, à se lier à l'Italie et à l'Angleterre. Cette façon de voir les choses est d'ailleurs vivement critiquée par les opposants à ce conflit qui estiment qu'en s'alliant avec les Etats-Unis, l'Espagne a, au contraire, aggravé la fracture européenne de ce printemps-là⁹⁴. Mais pourquoi donc cette alliance transatlantique ?

⁹¹ Quelques exemples de multinationales espagnoles commerçant en Amérique latine : « Repsol-YPF commerce dans neuf pays latino-américains, Telefónica dans sept, Endesa dans douze, Gas Natural dans cinq et les banques BBVA (Banco Bilbao Viscaye Argentaria) et BSCH (Banco Santander Central Hispano) dans 11 pays », in. Carlos NUNEZ, « Pourquoi l'appui inconditionnel de l'Espagne aux USA dans la guerre contre l'Iraq? », 27 mars 2003, in. <http://www.globalresearch.ca/articles/NUN303A.html>, site Internet du centre de recherche sur la mondialisation consulté en octobre 2004.

⁹² Paul M., HEYWOOD, *op. cit.*, p. 37. et Carlos NUNEZ, *ibid.*

⁹³ Ainsi, « Une banque américaine cite ACS, Ferrovial et Dragados- multinationales espagnoles, ndlr - comme possibles bénéficiaires », in. Carlos NUNEZ, *ibid.*

⁹⁴ Victoria PREGO, « Pourquoi Aznar a pris l'initiative de la lettre », *El Mundo*, in. *Courrier International*, No 640, 6 février 2003, in. http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=5182&provenance=zop.ar

Comme nous avons déjà pu le remarquer en étudiant le paragraphe précédent, l'Espagne pourrait aussi avoir la volonté de resserrer ses liens transatlantiques. Ceci découlerait d'une volonté de José Maria Aznar de donner à son pays une nouvelle et plus importante place dans le monde de la politique internationale dans une perspective clairement réaliste⁹⁵, le but étant d'augmenter les capacités économiques et l'influence internationale de l'Espagne. Dans ce cas, le soutien espagnol serait plus motivé par son désir de rapprochement d'avec les USA que par sa volonté de détruire le Gouvernement de Saddam Hussein. Le fait d'avoir des relations transatlantiques privilégiées apporterait plus de poids à l'Espagne au sein européen, mais aussi au sein de toute la communauté internationale. Pour ses opposants⁹⁶, Aznar désirerait simplement jouer un rôle clé dans les négociations internationales et ne plus seulement apparaître sur les photographies officielles sans avoir finalement son mot à dire. A nouveau, cette approche de la situation ne paraît pas plaire à la population de ce pays qui, dans un sondage publié en novembre 2002, estime à 62% que l'Europe devrait prendre plus d'indépendance face aux États-Unis⁹⁷. De nombreuses personnes ayant critiqué la prise de position d'Aznar affirment que celui-ci a préféré mettre en avant des relations privilégiées avec les États-Unis plutôt que de s'efforcer de préserver l'unité européenne. Ainsi, l'Espagne aurait « plus à gagner comme moteur de l'Europe que comme remorque de Washington »⁹⁸. Il semblerait, pour ces critiques, que si elle n'avait pas eu la même politique l'Union Européenne en serait peut-être sortie moins divisée. Selon elles, Madrid serait beaucoup plus intéressante pour le reste du monde si elle avait la possibilité de devenir un pays phare de l'UE élargie à 25 membres⁹⁹. Il faudrait donc à l'Espagne choisir entre devenir un des moteurs européens ou un *suiveur* de Washington ? En effet, si

chives, site du Courrier International consulté en juillet 2004.

⁹⁵ *Ibid.* p. 39.

⁹⁶ *Ibid.* p. 40.

⁹⁷ Sondage réalisé par le Real Instituto Elcano, in *ibid.* p. 40.

⁹⁸ Andrés ORTEGA, « José Maria Aznar égaré dans l'histoire », *op.cit.*

⁹⁹ *Ibid.*

l'on suit cette option, Aznar n'aurait pas fait le bon choix en se mettant derrière les USA afin de donner une meilleure place à son pays au niveau mondial. Il lui aurait été préférable de pourvoir à une meilleure influence de l'Espagne dans l'Union ce qui lui aurait, indirectement, laissé une chance d'avoir plus d'importance internationale, les Etats-Unis étant effectivement vus ici comme un Etat marquant un certain « mépris » pour les Gouvernements les « suivant » aveuglément¹⁰⁰. L'Espagne a-t-elle donc eu raison de penser qu'elle pourrait avoir à la fois plus d'impact en Europe et dans le monde en suivant les USA ?

La brève étude que nous venons d'effectuer sur l'Espagne a montré que cette dernière a avancé les arguments officiels proposés par tous les membres de la coalition afin de légitimer sa position en mettant un accent particulier sur les enjeux du terrorisme. On a également constaté, en revenant sur l'Europe, que cela pourrait avoir aussi été une manœuvre afin de faire de cet Etat un pays phare de l'UE. Enfin, la volonté d'Aznar de placer à un niveau international plus élevé l'Espagne est également prise en compte. On a d'ailleurs noté que, pour certains, cette vision d'un Etat plus influent aurait dû se faire au travers d'une Europe plus forte et unie et non grâce à une volonté de suivre la politique américaine.

Le cas de l'Italie

Le dernier pays dont nous allons étudier la position face au conflit irakien est l'Italie. Cet Etat fait partie de ceux qui ont suivi la politique des Etats-Unis. Il a toutefois été moins médiatisé que d'autres pays comme l'Angleterre ou l'Espagne et on a bien longtemps eu le sentiment que la position du Gouvernement italien demeurait hésitante. Cette hésitation provenait peut-être du fait que la population italienne était majoritairement opposée à cette guerre. Ainsi, en janvier 2003, 88% des Italiens disent la refuser si elle se

¹⁰⁰ *Ibid.*

déroule sans le consentement de l'ONU¹⁰¹ et 32% la rejettent encore avec le consentement de cette dernière. Peut-être venait-elle du fait que le Vatican n'y a pas donné non plus son accord, comme on le constate, entre autres, avec l'appel *Plus jamais de guerre !* du pape Jean-Paul II lancé le 16 mars 2003¹⁰². On va tout de même s'intéresser aux justifications officielles du Gouvernement italien. Ensuite, on parlera brièvement des intérêts stratégiques et économiques de Rome en étudiant sa place et son apport au sein de la coalition et les conséquences pour lui-même et pour l'Union européenne.

Même si l'Italie n'a pas eu de position claire arrêtée et définie jusqu'à peu de temps avant le début de la guerre, certaines déclarations peuvent faire comprendre quelles étaient les grandes lignes de la vision de Silvio Berlusconi. Rappelons que ce pays fait partie des signataires de la Lettre des 8 du 30 janvier 2003, lettre de soutien à Washington que nous avons déjà évoquée dans une première partie de ce travail. Mais c'est dès le mois septembre 2002 que Berlusconi affirme soutenir les projets américains envers l'Irak¹⁰³. On commence alors, en Italie, à parler du Gouvernement irakien comme possédant des armes de destruction massive et ayant des liens avec le groupe terroriste d'Al-Qaïda reprenant, ainsi, les arguments habituels proposés par tous les partisans d'une opération militaire en Irak. C'est à la fin du mois de janvier 2003 et, principalement, en février et en mars que l'Italie établit plus distinctement sa position en continuant à soutenir la position américaine et en diabolisant de la même manière que d'autres le

¹⁰¹ Source : EOS Gallup pool, janvier 2003, publié par la BBC, in. Sylvia KRITZINGER, "Public opinion in the Iraq crisis: explaining developments in Italy, the UK, France and Germany", *op. cit.*

¹⁰² Le texte de cet appel se trouve sur <http://www.annuairestrategique.info/donnees.asp>, site Internet de l'annuaire stratégique et militaire consulté en août 2004.

¹⁰³ Sébastien ABIS, « L'Italie en Irak : risques et opportunités », Etude de DESS faite pour un séminaire sur le Moyen-Orient à l'IEP de Lille, in : http://www.fmes-france.org/IMG/doc/04_06_-_1_italie_en_irak_-_risques_et_opportunités.doc, site Internet de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques consulté en août 2003.

régime de Bagdad. Elle n'enverra tout de même pas de soldat spécifiquement pour se battre en Irak, chose qui aurait été faite si l'opération avait eu lieu sous commandement onusien, mais proposera à la coalition l'utilisation de ses bases militaires et de missions humanitaires se plaçant de cette manière comme « allié et non belligérant »¹⁰⁴.

Les intérêts qui ont poussé le Gouvernement de M. Berlusconi se placent, pour beaucoup d'observateurs, dans une perspective de soutien total à la puissante Amérique afin de donner à l'Italie une meilleure position au sein de la hiérarchie des puissances internationales. On peut dire, ici, que cette action pourrait avoir trois points sur lesquels il serait intéressant de s'attarder : comment a été traité ce pays par les autres membres de la coalition avant le début des hostilités, comment a-t-il habilement réussi à éviter une guerre à ses soldats tout en se retrouvant à la table des négociations à la fin du conflit, quelles en ont été les conséquences pour l'Italie en tant que membre de l'Union européenne et pour cette dernière elle-même.

Une chose est sûre, l'Italie ne s'est pas souvent retrouvée au-devant de la scène avec les Etats-Unis avant le 20 mars 2003, date du début de la guerre en Irak, contrairement à l'Angleterre ou à l'Espagne. Elle a signé la Lettre des 8, a largement fait comprendre son accord avec la politique américaine à ses partenaires et au grand public. Elle n'a pourtant pas été un signataire du projet de résolution du 24 février 2003 préparé par les USA, l'Angleterre et l'Espagne. Elle n'a pas non plus été invitée à rejoindre ces 3 pays et le Portugal au sommet des Açores du 16 mars 2003. Peut-être, qu' « au sein de l'Europe atlantiste, Blair est l'allié privilégié, Aznar l'associé avantage et Berlusconi l'actionnaire spolié »¹⁰⁵. Cette place n'est pas forcément très avantageuse et appréciable, il n'en demeure pas moins que les Etats-Unis ont considéré ce pays comme un allié et voilà, peut-être, tout l'intérêt. En effet, la reconstruction en Irak n'est et ne sera pas seulement un processus long et douloureux, mais aussi une mine d'or économique et

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *Ibid.*

géostratégique à l'intérieur de laquelle Rome s'est certainement assurée une place de choix. Elle pourrait « exporter en Irak des biens et des services pour une valeur de 2 milliards d'euros par an »¹⁰⁶. De plus, les Etats-Unis n'oublieront pas non plus cette loyauté et ceci peut apporter plus d'influence et de pouvoir à l'Italie, ou à M. Berlusconi. Il n'est pas besoin de redire encore une fois qu'une des grandes perdantes, dans cette affaire, est l'Union européenne. L'Italie voulait certainement, comme l'Espagne, s'assurer une nouvelle place au sein de la *nouvelle Europe*. Elle a également tenté, comme l'Angleterre, d'unifier les autres pays de l'Union autour de l'Europe atlantiste. Il en est résulté le choix d'un soutien aux USA et une part de responsabilités dans la fracture européenne comme pour tous les autres Etats dont nous avons parlé plus haut.

Ainsi, cet Etat a soutenu également la coalition, même s'il l'a fait de manière différente des autres et, au début, peut-être de façon un peu ambiguë. Il a proposé les mêmes arguments sur lesquels nous ne nous sommes pas attardés afin de ne pas trop se répéter. Il y a aussi vu un intérêt certain qui rejoint plus celui de l'Espagne que celui de l'Angleterre, cette dernière possédant des relations particulières avec les USA et leur politique. Cet intérêt économique et stratégique lié à l'Irak et au fait d'être un allié des Etats-Unis avait certainement aussi un but européen. L'Union s'est pourtant retrouvée vide et divisée à l'intérieur de ce conflit.

Conclusion

La deuxième partie de ce mémoire a permis de reprendre les arguments proposés par 5 Etats européens afin de légitimer leur position face à l'attitude à prendre par rapport au problème irakien. Nous avons, également, désiré revenir sur d'autres types de raisons peut-être moins *médiatiquement correctes*. Ainsi, nous avons constaté qu'en plus des légitimations officielles données par la France et l'Allemagne, à savoir la possibilité de désarmer l'Irak à

¹⁰⁶ *La Stampa*, 3 mai 2003, in. *Ibid.*

l'aide de moyens pacifistes, il existe d'autres points à prendre en compte tels que les intérêts économiques et européens pour la France et l'histoire et le couple franco allemand pour l'Allemagne, ces deux acteurs devant être aussi étudiés au travers de leur politique intérieure et de l'opinion publique. En ce qui concerne l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie, ils reprennent les mêmes arguments que Washington, c'est-à-dire le problème des armes de destruction massive, du lien possible entre le Gouvernement de Saddam Hussein et des groupes terroristes, ainsi que la volonté de rendre la liberté à un peuple opprimé. Puis, il existe pour chacun de ces Etats les conséquences que pourraient avoir pour eux une relation positive avec les Etats-Unis : un intérêt historique, pour l'Angleterre, mais aussi économique et surtout stratégique pour les 3. Une volonté de façonner une *nouvelle Europe* où ils pourraient avoir plus d'influence n'est pas non plus à dédaigner. Les conclusions que nous tirons de cette analyse sont que l'Union Européenne est certainement sortie affaiblie et divisée de ce conflit, mais aussi que chacun des Etats que nous avons observés avait au moins autant de raisons cachées que de raisons médiatiques pouvant expliquer sa position. Nous allons d'ailleurs, dans une troisième partie de ce travail, reprendre un des arguments qui a le plus fait parler de lui afin de voir s'il était aussi légitime que l'on n'a bien voulu nous le faire croire, à savoir les attitudes éthiques, ou encore morales, dont chaque camp a voulu se faire le porte-drapeau.

TROISIEME PARTIE

Critique d'un argument trop « politiquement correct » pour faire partie de la real politic

Cette nouvelle partie propose de revenir sur les 5 pays étudiés plus haut en revisitant un de leurs arguments qui nous semble tout à fait critiquable. Il s'agit de celui qui, se basant sur une vision morale ou/et éthique, a permis d'une part aux opposants d'affirmer leur volonté d'éviter une guerre génératrice de nombreux morts et drames et d'autre part aux partisans de mettre en avant leur volonté de libérer le peuple irakien d'une dictature. Afin de critiquer cette vision un peu trop *morale* pour être réelle, nous commencerons par reprendre les principaux points de la théorie réaliste des relations internationales en insistant plus particulièrement sur son possible ou impossible *mariage* avec l'éthique et verrons que nous nous trouvons en face d'une grande incompatibilité. Nous continuerons en reprenant chacune des politiques des Etats étudiés et en mettant en avant leur ligne de conduite qui nous semble rejoindre tout à fait cette théorie réaliste. Ainsi, la France, sous couvert de belles déclarations, peut tout à fait voir sa politique étudiée sous l'angle du réalisme que ce soit au travers des intérêts économiques ou stratégiques. Dans le cas de l'Allemagne, son histoire et ses élections posent des questions intéressantes et particulières, mais ne permettent pas, dans ce cas, de définir quelle théorie des relations internationales est la plus influente. L'Angleterre et l'Espagne entrent tout à fait dans une ligne de conduite réaliste des relations internationales, ou comment augmenter son influence en Europe et dans le monde. Enfin, l'Italie n'échappe pas non plus à cette règle.

Le réalisme et l'éthique

Le réalisme est une théorie des relations internationales qui a vu le jour après la deuxième Guerre mondiale par opposition à l'idéalisme des années 30, celui-ci ayant été personnifié par le président américain Woodrow Wilson, fondateur de la SDN¹⁰⁷. Nous en reprendrons les points principaux très brièvement, puis nous nous pencherons plus précisément sur la relation entre les politiques réalistes et l'éthique.

Le réalisme apparaît au grand jour durant la Guerre Froide grâce au livre de Hans Morgenthau, *Politics among Nations*, publié en 1948¹⁰⁸. Comme il a déjà été dit plus haut, cette vision se met en place en réaction à la théorie idéaliste, ainsi « Tous les auteurs que l'on peut classer sous l'étiquette de *réalistes* ont en commun une conception de la politique internationale fondée sur la volonté de considérer l'homme et les rapports sociaux tels qu'ils sont et non tels que l'on voudrait qu'ils soient, au nom de quelque idéal. »¹⁰⁹ L'acteur principal mis en avant est l'Etat qui doit, dans ses relations avec les autres Etats, préserver ses intérêts propres et s'efforcer d'augmenter sa puissance afin d'y arriver¹¹⁰. Si l'Etat possède le monopole de la violence légitime à l'intérieur de ses frontières, les réalistes voient par contre les relations internationales comme tout à fait anarchiques. Ils s'inspirent, pour cela, de la vision de Hobbes sur l'état de nature et de son pessimisme au sujet de la nature humaine¹¹¹. Ainsi, les réalistes partent d'« un postulat incontestable: la politique est par essence conflictuelle, parce qu'elle concerne les rapports de commandement et d'autorité, les disputes entre individus et groupes sociaux sur la répartition des ressources rares, leurs désaccords sur les valeurs, sur les conceptions du

¹⁰⁷ La Société des Nations, mise en place après la première Guerre mondiale, sera remplacée par l'Organisation des Nations Unies en 1945.

¹⁰⁸ Pierre DE SENARCLENS, *La Politique internationale*, Paris, Armand Colin, 4^{ème} édition, 2002, p. 10.

¹⁰⁹ Philippe BRAILLARD, *Théories des relations internationales*, Paris, THEMIS, Presses universitaires de France, 1977, p.69.

¹¹⁰ Pierre DE SENARCLENS *op. cit.* p. 28.

¹¹¹ *Ibid.* p. 21.

monde et le sens de l'histoire. »¹¹² Au vu de ceci, l'Etat possède comme unique façon de dialoguer la diplomatie et, si cette dernière ne fonctionne pas, la guerre est alors le seul autre moyen d'expression. Enfin, afin d'éviter un conflit généralisé et permanent, les Etats les plus puissants se doivent de maintenir un certain équilibre entre ces puissances et donc, une certaine stabilité.

Lorsqu'il s'agit de mettre en rapport l'école réaliste avec l'éthique, on se retrouve face à un problème. En effet, selon, Pierre De Senarclens¹¹³, les réalistes, plutôt positivistes, considèrent que les faits et les valeurs doivent être distingués. « Les normes ou les institutions n'auraient ainsi de sens que par rapport à la configuration du rapport de puissance entre les Etats, et tout effort pour construire un ordre international à partir de présupposés éthiques serait voué à l'échec, d'où la critique qu'ils ont adressée à l'idéalisme d'inspiration wilsonienne »¹¹⁴. Cette vision affirme qu'un chef d'Etat ne peut agir qu'en fonction des intérêts de son pays sans se poser la question de dilemmes moraux ou autres. Or, l'idéal des idéalistes est « une utopie » qui « se nourrit essentiellement d'une croyance d'une part en la perfectibilité de l'homme et, d'autre part, en la primauté des principes moraux dans la vie politique internationale. »¹¹⁵ et les réalistes veulent s'en démarquer niant l'association possible entre éthique et relations internationales. Ceci demeure une analyse tout à fait théorique et il est évident que la réalité pose souvent des problèmes bien trop complexes pour être réduits à un simple calcul d'intérêts. Il serait également faux d'affirmer que les valeurs et les jugements éthiques n'ont jamais eu aucune incidence dans les affaires de politique extérieure. La question de l'éthique est d'ailleurs régulièrement posée lors de relations conflictuelles comme, par exemple, dans le cas du conflit irakien qui concerne ce travail. Toutefois, elle demeure certainement un problème tout à fait secondaire surtout quand il

¹¹² *Ibid.* p. 21.

¹¹³ *Ibid.* pp. 50-52.

¹¹⁴ *Ibid.* p. 51.

¹¹⁵ Klaus-Gerd GIESEN, *L'Éthique des relations internationales, les théories anglo-américaines contemporaines*, Bruxelles, Organisation internationale et relations internationales, 1992, p.34.

s'agit d'actions d'Etat mettant en œuvre une politique réaliste. Enfin, elle est souvent un argument principalement destiné à légitimer une action controversée par le peuple, acteur souvent ignorant et facilement manipulable.

Nous avons pu ici revenir sur les points principaux de l'école réaliste et observer si, selon elle, l'éthique peut entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de relations internationales. On a constaté que tel n'était pas le cas, mais que la réalité tend à modérer quelque peu ce jugement, même s'il est évident que pour une politique qui se veut réaliste les valeurs et la morale ne sont pas toujours prises en compte.

La France plus réaliste qu'il n'y paraît

Ce point va se consacrer à l'étude de la France. Nous commencerons en revenant sur les divers indices officiels et médiatiques donnant à penser que cet Etat a eu une vision non-réaliste de sa politique extérieure. Ensuite, nous verrons que les intérêts économiques et stratégiques de la France par rapport à l'Irak, l'Union européenne et les Etats-Unis peuvent remettre en cause cette première version. Nous reviendrons brièvement sur le rôle que l'Hexagone a donné aux Nations Unies. Enfin nous proposerons, en nous aidant d'un article de Robert Kagan¹¹⁶, de donner une réalité tout à fait plausible à ces intérêts mentionnés plus haut.

En adoptant la ligne politique qu'elle a eue, la France peut, au premier abord, donner l'impression de rejoindre une vision modérée et interdépendantiste des relations internationales. En effet, elle affirme plusieurs fois son idée de tout mettre en œuvre pour que les inspections des Nations Unies puissent continuer afin de ne pas en arriver à l'utilisation des armes. On retrouve d'ailleurs cette façon

¹¹⁶ Robert KAGAN, « Puissance américaine, faiblesse européenne », *Policy Review*, No113, in. <http://home.ca.inter.net/~pauelye/PuissanceUSA.htm>, site Internet canadien s'attendant à la découverte des différents pays du monde consulté en septembre 2004.

de voir au travers des divers textes et déclarations que nous avons précédemment étudiés. Ainsi, lors de son discours, Dominique De Villepin rappelle qu'en l'état actuel des choses la guerre peut encore être évitée et les deux Déclarations que la France signe avec l'Allemagne et la Russie arrivent à la même conclusion¹¹⁷. La France paraît alors penser que les arguments concernant les armes de destruction massive et les liens avec d'éventuels terroristes avancés par les Etats-Unis et leurs alliés ne sont pas suffisamment prouvés. Les inspections seraient donc un moyen efficace d'affirmer ou infirmer ces thèses. De plus, l'Hexagone déclare qu'une guerre ne serait pas sans conséquences immédiates désastreuses et risquerait fort de voir arriver, à plus long terme, d'autres types d'implications dangereuses pour la stabilité et la paix en Irak et au Proche-Orient en général. Ceci est explicitement dit par M. De Villepin au Conseil de sécurité, mais la question de la guerre elle-même est également reprise par le président français durant son entretien télévisé du 10 mars 2003¹¹⁸, où il revient sur l'importance nécessaire de l'ONU et la question de la morale impliquant la volonté d'éviter un conflit tant que tous les autres moyens n'ont pas été mis en œuvre.

Les divers points concernant la France sur lesquels nous sommes revenus mettent en avant un Etat soucieux de préserver les Nations Unies, le droit international et la paix. Nous pensons, cependant, que cette dernière, sous couvert d'une vision libérale et multipolaire, a surtout désiré préserver ses intérêts propres et a eu en réalité une politique plus réaliste qu'humaniste.

Le réalisme implique la volonté de la part d'un pays de protéger ses intérêts et d'augmenter sa puissance. Or, nous retrouvons dans le cas français ces deux concepts d'intérêt et de puissance. Ainsi, les relations économiques qu'avait la France en Irak avant le début du conflit sont un intérêt qui doit être pris en compte. L'économie et ses enjeux ont, effectivement, toujours leur part de responsabilité

¹¹⁷ Revoir les sections: *Intervention du Ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin au Conseil de sécurité -14 février 2003-* et *Deux Déclarations franco germano russes* de ce travail pour plus de détails.

¹¹⁸ Revoir la section *Le cas de la France* pour plus de détails.

sur les décisions des différents acteurs lors de guerres ou de conflits. Avec la venue de la coalition et son emprise sur la reconstruction irakienne, il est évident que Paris risque de perdre une partie considérable des marchés qu'il possédait auparavant au profit des alliés. Marchés qui permettront à d'autres pays d'effectuer sans doute de très bonnes affaires en Irak à l'avenir¹¹⁹. La France avait donc tout intérêt à éviter qu'une guerre ne se fasse afin de préserver ses relations économiques avec Bagdad.

Les intérêts peuvent être économiques, mais aussi d'ordre stratégique. Quand la France a la volonté d'unifier toute l'Union Européenne derrière la même politique de défense et de sécurité, cela signifie à la fois augmenter sa propre puissance au sein de l'UE, mais également augmenter la puissance de l'Union en tant qu'acteur international face au monde et surtout aux Etats-Unis. Cela implique peut-être aussi d'empêcher les USA d'être trop présents dans une région du monde géostratégiquement extrêmement importante du fait de ses ressources naturelles, de son caractère politiquement instable et de son emplacement au carrefour de plusieurs continents. En effet, les Etats-Unis sont à l'heure actuelle la seule superpuissance mondiale. Une présence en Irak pourrait renforcer davantage leur position dominante sur la scène internationale. De plus, l'Union Européenne, quant à elle, est déjà un nouvel acteur pesant de tout son poids sur des problèmes, par exemple, économiques. Mais, afin de devenir un acteur ayant une influence décisive sur les relations internationales, il lui faut s'unifier sur les problèmes de défense et de sécurité de manière autonome. Elle pourrait à ce moment-là être un contrepoids significatif aux USA. Enfin, pour une France encore marquée par le gaullisme, avoir une influence prépondérante sur la mise en place d'une politique européenne de défense et de sécurité indépendante et unie, c'est directement apporter plus de puissance à l'UE et indirectement en apporter davantage à Paris qui deviendrait un acteur incontournable. C'est, enfin, proposer aux Etats-Unis un nouveau pôle de puissance avec lequel ils devront négocier.

¹¹⁹ Voir, par exemple, la section *Le cas de l'Italie*.

Il semble, donc, que la France a très bien pu agir comme elle l'a fait par intérêt et désir de puissance. Il n'en demeure pas moins qu'elle s'est régulièrement exprimée sur l'importance des Nations Unies rappelant que rien ne devait être mis en œuvre sans leur consentement. Or, cette façon d'agir s'éloigne de la théorie réaliste qui prétend que seuls les acteurs *Etat* ont une importance réelle. La question qui se pose est la suivante : Paris a-t-il réellement eu la conviction que l'ONU devait avoir le premier rôle dans le cas irakien ou cette institution n'a-t-elle été qu'une justification de plus afin de légitimer sa position et éviter une guerre ? Si l'on part du principe que la France est un pays calquant sa politique étrangère sur une vision plutôt réaliste, ses intérêts passent avant tout. Ainsi, les Nations unies deviennent un instrument comme un autre afin de mettre en avant ces intérêts et il est envisageable de passer outre cette institution si cela va à l'encontre de la France. Dans notre cas, la France a eu tout intérêt de mettre en avant le prépondérance de l'ONU et de ses inspections, ceci était le meilleur moyen d'éviter une guerre.

Afin de mieux étayer les deux critiques concernant une politique interdépendantiste de la France que nous venons de proposer, nous allons ici étudier une possible façon de voir les relations internationales actuelles. Celle-ci provient de la vision d'une Europe aujourd'hui trop faible comparativement aux USA pour adopter une politique extérieure réaliste et est développée dans le célèbre article *Puissance américaine, faiblesse européenne* de Robert Kagan¹²⁰. Ce dernier affirme que l'Europe est entrée dans une nouvelle phase et se « détourne de la puissance »¹²¹ contrairement à l'Amérique. Cette nouvelle phase s'approcherait plus d'une vision d'un monde pacifique et cherchant à éviter les conflits grâce à une forte négociation et au droit international. Selon cet auteur, ce revirement n'a rien d'historique, mais est dû à la faiblesse actuelle des Etats européens. Ces derniers ont compris qu'ils n'étaient plus capables de contrebalancer le pouvoir et la puissance unilatéraux des Etats-Unis et ont la crainte

¹²⁰ Robert KAGAN, « Puissance américaine, faiblesse européenne », *op. cit.*

¹²¹ *Ibid.*

que leur faiblesse apparente ne les place dans une dangereuse posture. Voilà pourquoi ils mettent maintenant en avant cette philosophie plus modérée en essayant de la faire passer pour une vision plus intelligente et subtile des relations internationales par opposition à un Etat américain faisant alors figure de monstre grossier et sans pitié¹²². Ainsi, « Les Européens sont convaincus que leur hostilité à l'unilatéralisme américain est la preuve de la supériorité de leur conception idéale de l'ordre mondial à créer, et ils ne sont guère prêts à admettre que ce rejet de l'unilatéralisme est aussi dicté par leur intérêt. Ce que les Européens redoutent dans l'unilatéralisme américain, c'est qu'il perpétue un monde hobbesien, où eux-mêmes risquent de devenir de plus en plus vulnérables. L'hégémonie américaine est peut-être bienveillante, mais aussi longtemps que ses actes retardent la création d'un ordre mondial garantissant davantage la sécurité des pays plus faibles, elle est objectivement dangereuse. C'est là une des raisons pour lesquelles, ces dernières années, un des principaux objectifs de la politique étrangère de l'Union a été, selon la formule d'un observateur européen, de *multilatéraliser* l'Amérique. »¹²³

La France, comme le reste de l'Europe, est consciente de cette différence de puissance et de capacité entre son pays et les USA. Et ce serait pour cela qu'elle adopte une conduite politique modérée et bienveillante du moins officiellement : peut-être n'a-t-elle, en effet, pas les moyens de faire autrement si elle désire d'une part éviter l'augmentation de la puissance américaine et d'autre part un peu plus de marge de manœuvre pour elle-même. C'est donc finalement une ligne de conduite basée sur les différences de capacité et de puissance et désireuse de rééquilibrer la donne à son avantage qu'elle met en avant et ceci n'est ni plus ni moins qu'une vision très réaliste des relations internationales.

Cette analyse a permis de voir la politique française d'une nouvelle manière. Elle a, après avoir repris les attitudes officielles de Paris, fait remarquer que cet Etat peut très bien avoir été finalement très stratège et réaliste dans sa manière d'aborder ce

¹²² *Ibid.*

¹²³ *Ibid.*

conflit. Si ceci s'avère exact, ou du moins être une part conséquente des réflexions françaises, cela signifie alors que la morale et l'humanisme mis en avant par ce pays n'ont jamais eu réellement l'importance qu'on veut bien leur donner.

L'Allemagne : l'Histoire ou une histoire d'élections ?

Le cas de l'Allemagne semble être particulier. Il porte plus à confusion que la France, car il possède certaines caractéristiques qui lui sont propres. Nous reviendrons sur celles-ci en rappelant l'influence de l'Histoire ou de la mémoire collective qui pourrait être un élément premier dans la prise de décision allemande face à ce conflit irakien. Nous étudierons, en deuxième lieu, les élections législatives de 2002 qui ont également une implication certaine dans ce choix. Nous verrons à la fin que la question de l'idéalisme ou du réalisme allemand demeure ici sans réponse précise, mais pose plutôt une nouvelle question.

Lorsque l'on aborde cet Etat, un premier élément donne immédiatement à réfléchir : peut-on étudier l'Allemagne sous un angle réaliste ? Au vu de l'histoire allemande, peut-on vraiment affirmer que ce pays a agi avant tout en se basant sur une quelconque théorie des relations internationales ? N'a-t-il pas simplement un passé guerrier lourd et tragique dont les conséquences surpassent encore toute autre idée ? Nous avons déjà eu l'occasion de mettre en avant les conséquences de l'histoire allemande sur sa politique actuelle lors de notre deuxième partie¹²⁴. On sait donc à quel point les deux Guerres mondiales sont encore présentes dans l'esprit de beaucoup d'Allemands. Ces deux conflits qui ont été les plus meurtriers de toute l'histoire humaine et ont vu l'utilisation de la bombe atomique pour la première et la dernière fois sur des cibles civiles ont effectivement un impact qui est indéniable et ne peut être oublié. Pourquoi plus en Allemagne que dans d'autres Etats européens par exemple ? Car cette dernière, en plus des tragédies communes à tous les pays participants, a à porter

¹²⁴ Revoir la section *Le cas de l'Allemagne* de ce travail pour plus de détails.

encore aujourd'hui la culpabilité d'avoir déclenché ces deux évènements. Cette culpabilité est dans l'esprit des Allemands, mais elle est aussi rappelée par l'ONU et par l'Union européenne, deux acteurs nés de la dernière Guerre. En effet, l'Allemagne ne possède toujours pas de siège permanent au Conseil de sécurité, par exemple, et l'UE a en partie été fondée afin de mieux gérer, surveiller et assimiler cet Etat en Europe. Il est donc clair que cette composante historique a marqué la culture et la politique allemande rendant ce pays plus pacifiste qu'il ne l'a jamais été au cours des derniers siècles. Il est aussi tout à fait possible que cela ait surpassé, dans ce cas précis, la volonté de puissance de Berlin. Si l'Allemagne, demeurant fidèle à la France, désire également unifier l'Union derrière les mêmes politiques, si elle peut également voir en cela une possible emprise sur le futur de l'Europe et donc indirectement plus de puissance dans le monde en général, si elle est tout à fait consciente d'être le pays européen possédant le plus de capacité de puissance - ceci étant très positif lorsque l'on désire mettre en œuvre une ligne de conduite réaliste -, peut-on malgré tout affirmer qu'elle a ici agit uniquement par intérêt ? Cela semble très improbable.

Malgré cette forte implication de l'idéalisme et du pacifisme d'un pays encore conscient des conséquences et des traumatismes liés à une guerre, il est nécessaire de rappeler que les élections législatives allemandes ont certainement joué un grand rôle dans la décision de cet Etat de rester à l'écart du conflit. En effet, comme il a déjà été dit plus haut¹²⁵, le candidat Gerhard Schröder a basé toute une part de sa campagne électorale de 2002 sur le fait de ne pas engager l'Allemagne dans un conflit contre l'Irak. Cette volonté de faire d'un sujet de politique extérieure le point fort d'une campagne a, semble-t-il, été motivé par le fait que le Gouvernement sortant désirait faire oublier ses performances économiques peu reluisantes des 4 dernières années, performances qui étaient d'ailleurs bien souvent relevées par l'opposition¹²⁶. De plus, la présence de

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ Martin LAROSE et Benoît LEMAY, « L'Irak et les élections du 22 septembre en Allemagne », *Points de mire*, Vol.3, No7, in.

l'Allemagne au Kosovo, puis en Afghanistan n'avait pas plu à de nombreuses personnes. Ainsi, promettre de rester en-dehors d'un conflit en Irak c'était aller dans le sens de la majorité de la population allemande opposée à un conflit et appréciant peu le président américain. Cette façon de voir les choses remet en partie en cause l'idée que l'Allemagne et son Gouvernement n'aurait pas participé à une guerre uniquement pour des raisons historiques et pacifistes. En effet, ayant en grande partie gagné les élections grâce à cette attitude face à un éventuel conflit en Irak, il aurait été délicat et dangereux pour Schröder et son Gouvernement de revenir sur la principale promesse électorale ayant légitimé sa réélection. Il est intéressant de revenir également sur les explications données par les dirigeants pour faire comprendre leur politique. Comme nous l'avons mis en avant dans notre deuxième partie, elles se sont principalement basées sur le fait de tout tenter, avec l'aide des Nations Unies, afin d'éviter une guerre. Elles ont aussi rappelé le risque de déstabilisation de la région du Proche-Orient que pourrait impliquer un conflit et, enfin, que les priorités actuelles devaient être la guerre contre le terrorisme et la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien¹²⁷. Cette conduite paraît, d'après MM. Larose et Lemay, refléter la volonté de sauvegarde des intérêts allemands et européens. Elle veut rappeler aux Etats-Unis que l'Allemagne doit être vue comme un partenaire capable de donner son propre avis et non comme un simple exécutant. Berlin ne voyant là, apparemment, une guerre ne servant qu'à préserver les intérêts américains¹²⁸. Ainsi, l'Allemagne a peut-être tout de même usé en partie d'une politique réaliste mettant en avant les intérêts de son Gouvernement, de son pays et de l'Union européenne. Elle a rappelé à Washington que même si elle était la capitale du pays le

http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes/pdf/vol3no7_190902.pdf, site Internet du Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité de l'Université du Québec à Montréal consulté en septembre 2004.

¹²⁷ Extraits de déclarations du chancelier Schröder et du vice-chancelier Joschka Fischer in *ibid.*

¹²⁸ *Ibid.*

plus puissant du monde, Berlin possédait encore assez de pouvoir et de capacité à se défendre pour affirmer ses propres choix.

La question est maintenant de savoir ce qu'il en aurait été si la droite allemande avait gagné les élections législatives. Aurait-il été possible de voir cet Etat s'engager malgré la déclaration du candidat de droite Stoiber qui s'est dit également opposé à une intervention militaire américaine unilatérale en Irak ? En effet, ce dernier semble avoir longtemps hésité et ne s'est peut-être rallié à la position de Schröder que pour obtenir plus de voix ? La réponse à cette question nous permettrait de savoir si, dans ce cas précis, quoi du réalisme ou de l'idéalisme dû à des raisons historiques l'emporterait. Il est évident que ces deux arguments auraient influencé la décision du Gouvernement, mais l'Allemagne reste-t-elle en premier lieu une idéaliste plutôt pacifiste ou est-elle finalement tout aussi réaliste que beaucoup d'autres Etats ? La question reste posée.

Cette étude a permis de voir les relations entre le passé et le présent dans ce pays, mais aussi le fonctionnement et les conséquences possibles d'une élection sur la politique extérieure d'un Etat. Le pacifisme engendré par les deux Guerres mondiales a-t-il eu raison des intérêts allemands à éviter une guerre en Irak ? Lequel de ces deux points a-t-il eu le plus de poids ? L'Allemagne s'est-elle opposée à la guerre du fait d'intérêts réalistes ou d'une culture idéaliste ?

Le Royaume-Uni, les USA et l'Europe

Le Royaume-Uni a été, nous l'avons déjà vu, le plus grand allié des Etats-Unis lors de ce conflit en Irak. Qu'est devenue la légitimité des arguments officiels présentés par les partisans anglais à une guerre ? Comment définir sa politique vis-à-vis des USA, mais aussi de l'Europe ? Nous verrons qu'elle a eu ici certains intérêts tout à fait pertinents à défendre afin d'augmenter sa puissance et ses capacités d'influence dans le monde et en Europe.

Les principaux arguments officiels mis en exergue par le Gouvernement britannique afin de justifier sa position ont été les

armes de destruction massive, les liens présumés de l'Irak avec des groupes terroristes et la volonté de libérer le peuple irakien d'un dictateur¹²⁹. Or, nous avons aujourd'hui la quasi certitude qu'il n'y avait plus de telles sortes d'armes sur le sol irakien et que le Gouvernement de Bagdad ne possédait pas de lien avec un quelconque groupe islamiste extrémiste. Nous savons également maintenant que les principaux commanditaires américains de cette guerre savaient cela avant le commencement de ce conflit¹³⁰. Selon toute vraisemblance, si ceux-ci le savaient, le chef d'Etat anglais également. De tous ces arguments officiels, il n'en reste donc plus qu'un : la volonté de libérer le peuple irakien.

L'Angleterre, comme nous l'avons déjà affirmé dans notre deuxième partie, a toujours possédé une relation tout à fait particulière avec Washington, alliée privilégiée. Elle est également membre de l'Union européenne et fait certainement partie de ces Etats européens désirant construire *la nouvelle Europe*. Il est donc tout à fait plausible qu'elle ait été motivée par ces deux raisons dans le cadre de son engagement en Irak. Le fait de suivre les Etats-Unis dans leur politique extérieure découle peut-être, comme nous l'avons aussi étudié plus haut, d'un désir de Tony Blair d'avoir plus de poids sur cette grande puissance américaine. Ceci afin de la contenir, de l'influencer en partie, de la pousser à aller dans la direction des intérêts anglais ? Quoi qu'il en soit, pouvoir avoir une incidence sur les décisions américaines, c'est pour l'Angleterre la possibilité d'avoir un statut spécial sur la scène internationale. Cette capacité peut lui permettre d'obtenir de grands avantages et lui procurer un pouvoir indéniable comme celui de demeurer sur

¹²⁹ Revoir la section *Le cas de l'Angleterre* de ce travail pour plus de détails.

¹³⁰ Ainsi, dans un entretien au Vanity Fair, Paul Wolfowitz, tête pensante des néoconservateurs américains, affirme : « Nous nous sommes entendus sur la question, les armes de destruction massive, parce que c'était la seule raison sur laquelle tout le monde pouvait tomber d'accord. » Ces dernières n'existaient donc pas, mais fournissait un argument très consensuel. (Brève de l'AFP-reuters, « Selon Paul Wolfowitz, la présence d'armes mortelles en Irak n'était qu'un prétexte "bureaucratique" », 30 mai 2003, in. http://www.fairelejour.org/breve.php3?id_breve=171, site Internet consulté en septembre 2004.

l'échelle réaliste des Etats non loin derrière les USA. Cette vision d'une politique très atlantiste lui apporte également des alliés européens et pourrait l'amener à être un des chefs de file d'une nouvelle vision de l'Europe tournée vers l'autre rive de l'océan atlantique et vers l'OTAN. Ainsi, en étant l'allié principal dans l'affaire irakienne, l'Angleterre se donne la chance d'augmenter sa puissance au niveau mondial grâce à une relation particulière avec l'hyper puissance américaine et d'obtenir assez de poids pour s'efforcer de montrer à l'Europe une nouvelle direction. Des intérêts économiques peuvent également entrer en compte comme pour les autres membres de la coalition. Ainsi, une guerre et ensuite la reconstruction d'un pays possédant de nombreuses ressources naturelles promettent un certain nombre de contrats fort appréciables pour Londres.

L'Angleterre, sachant l'inexistence d'AMD et de lien avec le terrorisme en Irak, avait-elle donc comme principale motivation la libération du peuple irakien ? Cette hypothèse paraît peu probable dans la perspective où ses relations transatlantiques la poussent à adopter une politique plutôt réaliste allant à la fois dans le sens des intérêts américains, mais aussi britanniques. De plus, sa vision de l'Europe qui s'éloigne de celle de la France et de l'Allemagne pourrait être mise en avant par un Gouvernement anglais fort de ses relations avec les USA, mais aussi avec ses alliés européens qui ont fait partie de la coalition en Irak.

L'Espagne et l'« ambition »

Lorsque l'on observe l'Espagne et la politique de son Gouvernement, la volonté d'avoir une ligne de conduite réaliste en politique internationale semble tout à fait possible et réelle. Nous verrons comment l'ambition d'un homme ou d'un Gouvernement afin de rendre cet Etat plus puissant en Europe et dans le monde a pu jouer sur la participation espagnole au conflit irakien.

L'Espagne fut un des membres importants de la coalition dirigée par les Etats-Unis. Lorsque nous avons étudié les raisons qui

auraient pu la pousser à entrer dans cette coalition¹³¹, nous avons constaté que l'ambition du Gouvernement d'Aznar de faire de ce pays un Etat plus important sur l'échiquier européen et mondial a été un facteur significatif. En effet, rappelons tout d'abord que le peuple espagnol s'est en grande majorité opposé à une participation au conflit irakien, mais qu'il n'a pas été entendu par ses dirigeants. Ce sont donc les plus hautes instances étatiques qui ont pris cette décision, c'est l'Etat qui a choisi. On peut, dans ce cas précis, réellement parler d'une politique internationale réaliste du fait de la grande importance qu'a eu dans la décision de participer à la guerre la volonté d'Aznar de donner plus de puissance et d'influence à son pays sur l'échiquier étatique européen et mondial.

En premier lieu, revenons sur l'Union européenne. Nous avons vu dans la deuxième partie de ce travail¹³² que l'Espagne a certainement eu l'idée de se rallier aux USA, à l'Angleterre et à l'Italie afin d'avoir des alliés pour donner à l'Europe une nouvelle direction vers plus de libéralisme et de transatlantisme et ceci ne va pas dans le même sens que les idées allemandes et françaises. Avoir la possibilité d'être l'un des initiateurs des politiques qui iraient dans cette nouvelle direction conférerait automatiquement à cet Etat une nouvelle place autrement plus intéressante dans l'UE. Cela lui apporterait une certaine influence sur les Etats de l'Union et l'Union elle-même, donc sur les pays parmi les plus puissants du monde et sur la construction d'un acteur politique de taille. Cela permettrait aussi de faire perdre du poids à d'autres grandes puissances comme l'Allemagne et la France, la balance réaliste serait alors changée. Il est évident que la politique espagnole dans ce conflit a et aura, comme les autres Etats européens, une incidence sur le futur de l'UE quel qu'il soit. Mais a-t-elle fait le bon choix ? N'a-t-elle pas plutôt aidé comme tous les autres à augmenter la division au sein de l'Europe ?

En se rattachant à la coalition, Aznar a peut-être aussi voulu faire de l'Espagne un pays plus influent au niveau mondial. On a également observé ceci plus haut. Ainsi, le cas du Maroc, les

¹³¹ Revoir la section *Le cas de l'Espagne* pour plus de détails.

¹³² *Ibid.*

intérêts économiques espagnols en Amérique latine l'ont poussé logiquement à adopter la vision américaine¹³³. Enfin, le rapprochement avec la superpuissance étasunienne a, comme chez d'autres Etats, eu une incidence. Pouvoir en même temps prétendre d'une nouvelle position influente en Europe et d'une relation étroite avec l'Etat qui dépasse tous les autres en terme de capacité et de puissance, c'est tout simplement donner à son pays une position nouvelle et puissante. Aznar n'a-t-il pas recherché cela beaucoup plus que la libération d'un peuple ou la quête *utopiste* d'armes de destruction massive et de groupes terroristes ?

Les quelques éléments que nous avons brièvement repris ici donnent à penser que l'Espagne a mis beaucoup plus d'importance sur une stratégie apportant à ce pays plus de puissance que sur les raisons qu'elle avait officiellement données pour légitimer son entrée dans la coalition. Il semble qu'elle ait eu une politique réaliste et que l'éthique n'ait pas eu un grand impact dans ce choix.

L'Italie et ses intérêts

Le dernier Etat sur lequel nous allons revenir est l'Italie. Nous ne nous attarderons pas trop sur ce pays auprès duquel on retrouve bon nombre de caractéristiques déjà observées sur d'autres pays. Nous reviendrons tout de même de manière générale sur les intérêts qui ont pu le pousser à suivre la décision étasunienne.

Cet Etat est celui qui paraît avoir tiré les meilleures épingles du *jeu* de cette guerre. En effet, s'il a été *délaissé* dans les derniers temps précédant le conflit par ses alliés, il aura la chance d'être un des grands bénéficiaires de la reconstruction et de tous les nouveaux marchés économiques que celle-ci va impliquer. On retrouve dans ce cas les mêmes ambitions et possibilités que nous avons déjà étudié chez l'Espagne, par exemple. Ainsi, l'économie, la possibilité d'avoir des alliés internationaux reconnaissants et une nouvelle façon de concevoir certaines politiques de l'Union européenne sont des éléments qui reviennent. Le but n'est pas ici de

¹³³ *Ibid.*

se répéter, mais rappelons que ce pays a pu voir des intérêts conséquents découler de la position qu'il a décidé de prendre. Effectivement, plus de marchés et de développement économique apportent de l'argent et donc plus de puissance. De même, être un allié des USA et de pays importants tels que l'Angleterre ou encore l'Espagne signifie plusieurs choses : accords, coopération renforcée, gestes politiques particuliers, aide, etc. C'est donc peut-être un renforcement de l'économie italienne qui s'annonce, mais également certaines possibilités ou opportunités afin de procurer à Rome une meilleure puissance stratégique aux niveaux européen et international. L'intérêt est donc bien présent.

Ainsi, on a remarqué une politique italienne qui peut clairement être expliquée au travers des intérêts nationaux et internationaux de cet Etat, qu'ils soient économiques ou stratégiques. On se retrouve donc encore une fois face à un pays qui a sûrement vu le réalisme prendre le pas sur l'éthique.

Conclusion

Cette troisième partie a permis de revenir sur chacun des Etats étudiés déjà précédemment en critiquant une partie de la position officielle qu'ils ont mise en avant : la morale ou l'éthique. On a commencé par constater l'incompatibilité entre l'éthique et le réalisme en tant que façon de voir et de pratiquer les relations internationales. On a ensuite vu que la France, l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie avaient toutes des intérêts suffisamment importants pour qu'ils déterminent leur choix de position. En ce qui concerne l'Allemagne, la question est plus délicate. Ce pays a-t-il agi par idéalisme ou par réalisme ? Peut-être le peuple a-t-il ici joué un rôle important du fait des élections et a-t-il incarné l'acteur idéaliste de poids, le Gouvernement agissant de son côté de manière plus réaliste. Quoi qu'il en soit, nous avons pu prouver que l'éthique demeurerait un élément très secondaire des relations internationales, en tous les cas dans notre étude. Une autre question indirecte qu'il serait intéressant de se poser suite à ces observations serait la suivante : s'il faut parler d'éthique, quelle est finalement la

vision la plus éthique, la volonté de libérer un peuple d'un dictateur ou celle d'éviter une guerre qui pourrait avoir des conséquences désastreuses? Nous n'avons pas de réponse à cette question, mais nous avons désiré mieux comprendre la prise de position de chacun de ces 5 Etats européens en partant d'un nouveau point de vue, la personnalité et l'ambition de chacun des 5 chefs d'Etat qui étaient alors en fonction. Ceci va être l'objet de notre dernière partie.

QUATRIEME PARTIE

Chirac, Schröder, Blair, Aznar et Berlusconi, cinq leaders et cinq personnalités

La dernière grande partie de ce travail va nous donner la possibilité de travailler sur un nouvel aspect de la crise irakienne telle que nous l'avons abordée au travers de nos 5 pays européens. En effet, nous allons aborder la personnalité et le caractère de chacun des 5 chefs d'Etat de ces pays en se demandant quelle a pu être l'influence de leur personnalité respective dans les différentes prises de décision qui ont été les leurs et qui ont amené leur Etat à être partisan ou opposé à la guerre en Irak. Cet angle de vue, plutôt original, qui rapproche la psychologie des relations internationales, a pour but d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion dans l'étude de cette crise irakienne plus que de fournir un véritable portrait psychologique de chacun des chefs d'Etat. Nous ouvrirons cette partie avec une tentative d'explication théorique rapprochant la psychologie des relations internationales. Nous nous arrêterons, en deuxième point, sur la personnalité de Jacques Chirac qui semble posséder une double face. Puis, nous reviendrons sur Gerhard Schröder, personnalité politique qui nous a semblé la plus énigmatique et discrète. En quatrième point, nous aborderons Tony Blair qui paraît plutôt ambitieux et désireux de réunir, grâce à lui, l'Europe et la grande puissance américaine. Cinquièmement, en étudiant Jose Maria Aznar, nous verrons que son ambition et ses ressentis personnels ont eu une influence qui pourrait s'avérer importante dans le choix de l'attitude de l'Espagne. Enfin, nous observerons Silvio Berlusconi en mettant en avant l'incidence de

son vécu d'homme d'affaires sur sa décision politique concernant l'Irak.

La psychologie et les relations internationales, quid ?

Afin de débiter cette quatrième partie, nous allons brièvement tenter de découvrir et d'éclaircir le lien qui peut toucher deux domaines qui paraissent, a priori, plutôt différents : la psychologie et les relations internationales. La politique et les relations internationales sont des sciences qui touchent l'être humain dans son quotidien, qui sont créées et mises en place par ce dernier et ceci fait qu'il en découle une grande part de subjectivité. Les hommes, de manière générale, sont influencés par leurs perceptions, leurs croyances, leur mémoire, etc.¹³⁴, et certaines personnalités politiques comme celles de Woodrow Wilson ou d'Adolf Hitler ont eu impact décisif sur la politique mondiale. Quel est donc ce lien entre l'homme en tant qu'individu et l'homme en tant qu'acteur politique prenant des décisions ?

Même si les caractères et psychologies des hommes et femmes politiques passés et actuels ne peuvent expliquer ou déterminer une politique, les sentiments, les émotions et les valeurs de ces hommes et femmes jouent un rôle non-négligeable dans leurs décisions¹³⁵. Le comportement est ainsi « le produit de l'interaction entre l'individu et la situation dans laquelle il se trouve »¹³⁶. L'assimilation des informations et leur interprétation sont en partie déterminées par la personnalité. Notons ici que des concepts d'une réelle importance dans les relations internationales comme la crédibilité ou le risque sont d'ailleurs aussi essentiels en psychologie¹³⁷.

¹³⁴ Richard H. IMMERMANN, « Psychology », in *Explaining the History of American foreign relations*, Cambridge, Edited by Michael J. Hogan and Thomas G. Paterson, Cambridge University Press, 1991, p. 152.

¹³⁵ *Idem.* pp. 152-153.

¹³⁶ *Idem.* p. 153.

¹³⁷ *Idem.* p. 154.

La *psychologie des relations internationales* a fait ses premiers pas, selon M. Immerman, grâce à des événements tels que ceux de la Guerre Froide. Elle avait été, jusque là, vue comme quelque chose de peu fiable. En effet, elle entraîne dans les explications de la politique internationale une part d'« irrationalité » peu appréciée et peu « confortable »¹³⁸. Ce nouveau point de vue a impliqué différentes études sur les personnalités de certains grands hommes politiques, la plus célèbre étant certainement celle concernant le président américain Woodrow Wilson, et a démontré une corrélation entre le comportement d'un politique et sa personnalité¹³⁹. Il est possible que la psychologie des relations internationales ait fait admettre à certains que l'analyse d'événements internationaux importants est plus complexe qu'il n'y paraît, la réalité ne pouvant simplement s'expliquer avec quelques théories et modèles politiques de base. Elle fournit donc une nouvelle piste de recherche, une vue d'un angle inhabituel et permet d'aborder les politiques internationales de manière un peu plus originale qu'à l'habitude et certainement non moins intéressante.

Nous avons remarqué ici l'importance beaucoup plus conséquente qu'il n'y paraît de la psychologie dans l'étude des relations internationales du fait de l'acteur humain. Nous allons maintenant essayer de voir si cet angle psychologique ne peut pas également avoir eu de l'importance dans les décisions prises par les différents chefs d'Etat des 5 pays que nous étudions au cours de ce travail.

Jacques Chirac : l'homme aux deux facettes

Dans un Etat comme la France, le président possède un pouvoir très supérieur à celui d'autres chefs d'Etat. N'oublions pas que ce pays est fortement centralisé et qu'il ne possède pas la démocratie semi directe qui est en vigueur en Suisse. Ainsi, on peut affirmer que le premier symbole français politique est, en général, son

¹³⁸ *Idem.* p. 156.

¹³⁹ *Idem.* p. 159.

président. Ces caractéristiques impliquent une forte mise en avant du charisme et de la personnalité du premier homme de France. Jacques Chirac a, comme ses prédécesseurs, dû mettre en avant ce genre d'atout afin d'être élu et afin de demeurer apprécié par le peuple. La question qui nous intéresse dans ce chapitre est de savoir, premièrement, comment on peut mettre en avant son caractère et sa personnalité et, deuxièmement, si ceux-ci ont eu un impact sur la décision française de ne pas s'engager dans le conflit irakien.

Jacques Chirac est, semble-t-il, généralement vu comme quelqu'un de « sympathique »¹⁴⁰. Il détient ainsi une qualité qui plaît à une grande part des Français, principalement ceux de la *France d'en-bas*. Il paraît proche de son peuple et n'incite pas les gens à le prendre pour un homme politique éloigné de leur réalité. Il demeure quelqu'un de charismatique et doté d'un fort pouvoir de séduction¹⁴¹. Malgré cette apparence de « type sympa et proche des autres », il semble que la réalité soit plus complexe que cela. Ainsi, Nicolas Sarkozy¹⁴² aurait dit de lui : « on a toujours dit de Chirac qu'il était con, gentil et généreux. C'est tout le contraire. Il est intelligent, complexe et très intéressé. »¹⁴³ On remarque très rapidement, si l'on s'intéresse plus en détails à cet homme, un côté plus obscur. On le qualifie alors de *tueur*, il est vu d'ailleurs comme une personne pouvant mettre en œuvre tous les moyens possibles afin de consolider son pouvoir et ne reculant devant rien. Certains de ses proches collaborateurs vont jusqu'à affirmer son incroyable facilité à mentir ou à trahir si cela peut lui être d'une quelconque utilité¹⁴⁴. Mais il est également affirmé que le président français

¹⁴⁰ Bernard DELATTRE, « Jacques Chirac réélu », *La Libre Belgique*, article mis en ligne le 5 mai 2002, in.

http://www.lalibre.be/article.phtml?id=10&subid=91&art_id=60329, Site Internet de *La Libre Belgique* consulté en septembre 2004.

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² Actuel ministre des finances en France et personnalité politique extrêmement connue.

¹⁴³ Bernard DELATTRE, « Jacques Chirac réélu », *op. cit.*

¹⁴⁴ Par exemple, Jean-François Probst : « Chirac a un défaut qui fait frémir : il a une sidérante capacité à trahir, à renier sa parole et à mentir », in. *Ibid.*

possède une capacité absolument inégalable à ne pas se faire oublier et à conserver le devant de la scène. Enfin, on reproche à la personnalité de cet homme d'Etat un certain manque de solidité. On aurait « du mal à lui trouver une assise idéologique solide »¹⁴⁵, il serait vu comme une personne ayant du mal à poursuivre une ligne d'idées cohérente et logique : à la fois europhobe, puis europhile, à tendance très libérale, puis s'intéressant aux problèmes sociaux français, etc. On peut observer cette caractéristique de différentes manières. Est-ce peut-être une façon de démontrer son ouverture d'esprit, ou le résultat d'une personnalité influençable, ou encore la volonté d'adopter une ligne politique différente selon les circonstances et selon les intérêts ? Ainsi, Jacques Chirac est connu comme étant un président à la fois sympathique, mais aussi sans scrupule, parfois menteur et très versatile. Ceci a-t-il eu une influence sur sa volonté de ne pas participer au conflit irakien ?

Une chose est certaine, en prenant position contre la volonté américaine et contre la guerre, le président français a vu sa cote de popularité augmenter de manière conséquente auprès de son peuple, mais aussi auprès des opposants à la guerre de tous les pays pour lesquels il a parfois presque symbolisé le combat contre l'action menée par les USA et leurs alliés. Toutefois, les traits de sa personnalité qui vont davantage nous intéresser sont ceux concernant sa réputation de *tueur*, de menteur et d'homme pouvant rapidement changer de position¹⁴⁶. Ainsi, il ne fait pas le moindre doute que Jacques Chirac, en héritier averti de De Gaulle, demeure un homme politique plein d'ambition pour lui-même et pour son pays. On peut d'ailleurs mettre en avant les liens entre son ambition et sa soif de pouvoir et les différentes raisons que nous avons mis en avant pour expliquer la position de la France, dont celles concernant le désir de voir cet Etat conserver un fort pouvoir sur l'Union Européenne. On a déjà rappelé que le président français est souvent reconnu comme un symbole fort représentant la France. Mettre en avant les intérêts français, donner de la puissance à cet Etat, c'est quelque part indirectement fournir les mêmes atouts à

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ *Ibid.*

celui qui représente ce pays. C'est aussi lui apporter peut-être une certaine postérité, lui reconnaître un rôle historique. C'est donc lui permettre de voir son pouvoir et son influence grandir. Si ceci est vérifié, le président n'a donc plus qu'à assener l'argumentaire officiel donné par la France pour justifier sa position, ce qui lui confère son côté sympathique, mais démontre également une part plus sombre de sa personnalité. En effet, il aurait en partie menti au peuple français, avec la complicité de bien d'autres hommes et femmes politiques, en évitant de rappeler tous les intérêts que l'Hexagone avait à ne pas voir cette guerre arriver¹⁴⁷. Enfin, afin de sauvegarder les intérêts français et indirectement les siens, il s'est érigé en moralisateur. Nous remarquons là peut-être la partie versatile de sa personnalité. Effectivement, la morale n'a pas toujours été au centre de ses discours. La situation aurait-elle été différente si cet homme avait été différent ? Peut-être pas, ce qui est certain, c'est que la conduite qu'il a fait adopter à son pays correspond tout à fait aux principaux traits de sa personnalité, ceux-ci faisant penser à une personne ambitieuse et sans scrupule.

Ce chapitre nous a permis de revenir sur la personnalité présidentielle française. On a pu constater les deux côtés d'un même personnage : la face médiatique et la face réelle. On a observé que les principaux traits psychologiques de cet homme vont tout à fait dans le sens de la ligne conduite que la France a eu durant cette crise.

Gerhard Schröder ou l'homme discret

L'étude de la personnalité du chancelier allemand est celle qui a posé le plus de problèmes. En effet, peu de références existent là-dessus et il n'apparaît pas, au travers des médias, comme quelqu'un dont les traits de caractère aient véritablement influencé sa décision politique. Nous avons toutefois tenté de retrouver quelques

¹⁴⁷ Revoir la section *La France plus réaliste qu'il n'y paraît* de ce travail pour plus de détails.

caractéristiques qui lui sont propres et avons vu qu'elles étaient cohérentes avec sa politique concernant l'Irak.

Le chancelier allemand semble, au premier abord, être la personnalité politique la moins évidente à comprendre. Il apparaît calme, déterminé et mesuré. Il a mis en acte une de ses principales promesses électorales en refusant que son pays prenne part au conflit irakien et donne l'impression d'être fidèle au couple franco allemand sans pour autant devenir le *sous-fifre* de Jacques Chirac. S'il a peut-être eu la volonté de respecter une promesse électorale en décidant d'empêcher l'Allemagne d'entrer en guerre avec l'Irak, il peut aussi prendre des mesures économiques allant à l'encontre des volontés de toute une part du peuple allemand et d'une majorité de sa base électorale. A la tête de la plus grande puissance économique européenne, il possède un pouvoir conséquent et demeure pourtant comme en deuxième plan derrière les fortes personnalités de ses pairs européens.

Sa personnalité a-t-elle influencé sa décision de maintenir l'Allemagne en-dehors du conflit ? Marqué personnellement comme de nombreux autres de ses compatriotes par la deuxième Guerre mondiale, son père y ayant perdu la vie¹⁴⁸, il est possible que proviennent de cette expérience tragique d'une part son insistance sur les politiques familiales en Allemagne, mais aussi d'autre part sa volonté d'éviter à tout prix une guerre lorsque cela peut se faire. Son attitude plutôt réservée peut aussi donner à penser qu'avant de mettre en acte une mesure extrême, il préfère avoir recours à la diplomatie et à d'autres types de négociation. Il semble donc qu'il n'ait pas véritablement pris une décision allant à l'encontre de sa personnalité. Toutefois, il n'apparaît pas non plus comme évident que cette dernière ait eu une importance non-négligeable dans la volonté allemande de ne pas s'allier aux Etats-Unis.

Ainsi, le chancelier allemand apparaît comme fidèle à lui-même dans sa politique face à l'Irak. Malgré tout, le peu d'informations

¹⁴⁸ « Gerhard Schroder, Chancellor Germany », *Business week*, présentation trouvée in. http://www.businessweek.com/magazine/content/01_24/b3736612.htm, site Internet du Business week consulté en septembre 2004.

trouvées ne nous permettent pas d'être véritablement sûrs de nous quant à l'influence ou non de sa personnalité sur cette affaire irakienne en particulier.

Tony Blair, médiateur ou pantin ?

Ce chapitre sur Tony Blair va nous permettre d'aborder dans les grandes lignes et en bref les principales caractéristiques qui ressortent de la personnalité de cet homme dans l'exercice de ses fonctions. On reviendra, en deuxième lieu, sur les traits de caractère qui auraient pu le pousser à suivre les Etats-Unis dans leur décision d'attaquer l'Irak. Nous terminerons par une série de questions qui mettent en avant les interrogations que nous nous posons encore.

Le premier ministre anglais, qui a fait des études de droit, marque en premier lieu par son sourire et sa communication facile. Il semblerait que cette partie de sa personnalité ait été importante pour son parti politique, le charisme de Blair ayant participé au renouveau du travaillisme en Angleterre¹⁴⁹. Si une grande partie du public peut voir ces qualités-là représenter un important pourcentage de son caractère, les initiés vont plus loin. On commence par rappeler que cet homme politique est extrêmement déterminé et autoritaire¹⁵⁰. Il a d'ailleurs mis en œuvre, dès son arrivée au pouvoir, une politique de la *troisième voie* qui veut se situer au centre, être mobile et s'adapter facilement aux événements. Cette façon de diriger représente déjà un risque de se voir désavouer par les gens de son parti et a parfois amené au renvoi de certains ministres, Tony Blair ne voulant surtout pas mettre en danger son Gouvernement¹⁵¹. Mais, cette manière d'adapter les décisions au contexte et aux événements a aussi pu donner l'impression que le premier ministre possède une tendance à

¹⁴⁹ John CROWLEY, *Sans épines, la rose : Tony Blair, un modèle pour l'Europe ?*, Paris, La Découverte et Syros, 1999, p.93.

¹⁵⁰ *Ibid.* p. 94

¹⁵¹ Peter Mandelson s'est vu, par exemple, congédié en 1998 de son poste de ministre du Commerce et de l'Industrie en raison d'une « indiscretion financière », *ibid.* p.94.

vouloir contenter tout le temps et plaire au plus de monde possible¹⁵².

En se positionnant aux côtés des Etats-Unis dans la crise irakienne, Tony Blair a-t-il voulu voir en cette occasion la possibilité d'obtenir une place durable et importante dans l'histoire ? En 1997, ce dernier aurait affirmé vouloir faire de son pays un « phare pour l'humanité » et apposer sa marque au Gouvernement « pour mille ans »¹⁵³. Cette ambition aurait-elle pu l'amener à prendre différentes décisions peu appréciées ? Est-ce pour cela qu'il accepte le fait de devenir très impopulaire lorsqu'il prend position dans l'affaire irakienne ? On a souvent affirmé la volonté du premier ministre anglais de créer un lien ou encore d'être le médiateur entre les Etats-Unis et l'Union Européenne. Cette position est à la fois très délicate et à la fois très intéressante, car elle permet à l'Angleterre de devenir un ami et un allié très important des Etats-Unis en demeurant membre de l'UE. Blair verrait ainsi son pays prendre une grande importance et serait l'artisan de cette ascension. Toutefois, comme il avait déjà été dit dans notre deuxième partie¹⁵⁴, le risque que dénoncent certains est que M.Blair devienne une espèce de marionnette facilement manipulable par le président américain et son Gouvernement.

En désirant à tout prix aller au bout de ses convictions et de ses idées, Tony Blair a-t-il accepté de mentir sur les vraies raisons de cette guerre en Irak ? A-t-il accepté pour cela de devenir un chef d'Etat impopulaire ? A-t-il accepté de voir peut-être la puissance de son pays augmenter en Europe et dans le monde et son image à lui demeurer celle du médiateur entre l'UE et les USA, mais de savoir également que tout ceci pouvait ne pas se terminer comme prévu et qu'il devienne un homme d'Etat que l'on préfère oublier, peu apprécié car trop conciliant et utilisé par Washington ?

¹⁵² « Tony Blair : Portrait », AFP, *La Libre Belgique*, article mis en ligne le 17 mars 2003, in.

http://www.lalibre.be/article.phtml?id=10&subid=391&art_id=108190,

Site Internet de *La Libre Belgique* consulté en septembre 2004.

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ Revoir la section *Le cas de l'Angleterre* de ce travail pour plus de détails.

La personnalité de Tony Blair rappelle en partie l'homme charmant et diplomate qui désire mettre en avant sa politique et réunir ses différents alliés à l'intérieur d'un consensus. Mais, elle met également en avant l'homme politique déterminé, créatif et très ambitieux qui n'hésite pas à affirmer certaines vérités très douteuses quand cela peut aller dans le sens des intérêts qu'il croit bons pour son pays ou pour son ambition personnelle. On note toutefois une prise de risque énorme de la part de ce chef d'Etat qui, comme nous venons de l'écrire dans le paragraphe précédent, peut tout gagner, mais aussi tout perdre dans cette affaire.

Jose Maria Aznar influencé par lui-même

S'agissant du chef d'Etat espagnol en fonction lors de la crise irakienne, on retrouve de nombreux éléments psychologiques pouvant expliquer sa détermination à suivre la vision américaine. On commencera par rappeler deux points importants de sa prise de décision en parlant d'identification. Puis, on abordera le sujet de la rancœur contre la France. Enfin, on reviendra sur de possibles traces de mégalomanie.

La ligne politique de droite libérale du Gouvernement dirigé par Jose Maria Aznar et les ambitions de ce dernier concernant l'Espagne sont deux éléments importants de la décision qu'a prise ce chef d'Etat s'agissant de la crise irakienne. Selon certains chercheurs, c'est d'ailleurs plus vers le thatchérisme et l'atlantisme que se portent naturellement les hommes politiques espagnols de droite, donc forcément plus vers les USA et l'Angleterre, que vers la France ou l'Allemagne¹⁵⁵. Ainsi, Aznar pourrait, au moins dans les idées, mieux s'identifier à Georges W. Bush qu'à un homme comme Jacques Chirac. L'identification pourrait donc être une des

¹⁵⁵ Denis TEYSSOU, « José Maria Aznar, du centriste européen au faucon atlantiste », *La Libre Belgique*, article mis en ligne le 17 mars 2003, in. http://www.lalibre.be/article.phtml?id=10&subid=391&art_id=108196, Site Internet de *La Libre Belgique* consulté en septembre 2004.

raisons psychologiques ayant entraîné la conduite du chef du Gouvernement espagnol.

De plus, il semblerait que Jose Maria Aznar, vindicatif, n'ait pas accepté et pardonné la position française dans le cadre de la crise de Perejil¹⁵⁶ et pense « que les intérêts espagnols sont mieux défendus par les Etats-Unis »¹⁵⁷. Cette rancœur l'aurait donc conforté dans sa décision de se mettre au côté des Américains et de l'Angleterre¹⁵⁸, deux pays qui en plus d'une ligne politique plus proche de la sienne, représenteraient alors aussi de meilleurs défenseurs des intérêts de Madrid. L'Allemagne et la France ayant refusé jusqu'au bout de rejoindre les partisans de la guerre, le voilà en plus détenteur avec d'autres Etats européens d'un nouveau « contrepouvoir »¹⁵⁹ dans l'Union, contrepouvoir plus libéral et atlantiste représentant la *nouvelle Europe* dont nous avons déjà fait à maintes reprises mention dans ce travail. Il accède avec cela à un nouveau statut, ce serait « le grand moment de sa vie »¹⁶⁰.

Enfin, lorsque l'on parle de l'Espagne dans ce conflit, certains n'hésitent pas à parler de la « mégalomanie »¹⁶¹ de Jose Maria Aznar. Ce dernier serait, comme nous l'avons déjà abordé plus haut¹⁶², extrêmement ambitieux et désirerait donner à son pays un nouveau statut dans la hiérarchie des grandes puissances du monde et ce nouveau statut impliquerait une alliance avec la plus grande puissance planétaire, les Etats-Unis au détriment d'un consensus avec la population espagnol¹⁶³.

¹⁵⁶ Petite île de la Méditerranée provoquant des conflits entre l'Espagne et le Maroc. La France n'avait alors pas soutenu l'Espagne contrairement à Bruxelles.

In. *ibid.*

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ Malgré leur désaccord sur l'affaire de Gibraltar.

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ Antonio Elorza, professeur de sciences politiques à l'Université Complutense de Madrid, in. *Ibid.*

¹⁶¹ Javier Tussell, historien et coordonnateur en 2000 d'un livre sur le premier mandat de quatre ans de M. Aznar, in *ibid.*

¹⁶² Revoir la section *Le cas de l'Espagne* pour plus de détails.

¹⁶³ S'agissant de mégalomanie, n'oublions pas que Jose Maria Aznar se serait payé la médaille d'honneur du congrès américain, ce qui a provoqué un mini scandale

Dans le cas de l'Espagne, on constate une influence peut-être particulièrement intéressante de la personnalité du premier ministre dans l'attitude qu'a adopté Madrid au début de l'année 2003. Ainsi, on parle d'identification, de rancune et de mégalomanie. Trois éléments importants de la psychologie humaine qui se retrouvent certainement souvent chez les hommes politiques ont eu ici, à notre avis, une incidence toute particulière.

Silvio Berlusconi : l'homme d'affaires ou l'homme politique ?

Le dernier homme politique que nous allons aborder est Silvio Berlusconi. Cet homme, détenteur d'une immense fortune et d'un pouvoir énorme, ne peut être étudié, nous semble-t-il, uniquement dans une perspective d'homme politique. Nous allons donc étudier ses principaux traits de caractère en rappelant avant tout l'ambivalence d'un personnage politique, mais aussi industriel.

« In any self-respecting democracy it would be unthinkable that the man assumed to be on the verge of being elected prime minister would recently have come under investigation for, among other things, money-laundering, complicity in murder, connections with the Mafia, tax evasion and the bribing of politicians, judges and the tax police. »¹⁶⁴ Cette phrase illustre bien la particularité du chef d'Etat italien actuel, Silvio Berlusconi. Il est avant tout un homme d'affaire, le plus riche d'Italie, et ne se destinait pas forcément à une carrière politique. La plupart des gens qui le soutiennent s'indignent des différents problèmes judiciaires qu'il a rencontrés en parlant d'une sorte de conspiration des magistrats politiquement

en Espagne (Hamdam MOSTAfAVI, « Polémique sur une médaille convoitée par Aznar », in *Le Courrier International*, article mis en ligne le 23.07.2004 in : http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=25147&provenance=zop.touslesdossiers, site Internet du Courrier International consulté en octobre 2004)

¹⁶⁴ « Fit to run Italy ? », *The Economist*, article mis en ligne le 26 avril 2001, in : http://www.economist.com/opinion/displayStory.cfm?Story_ID=593654, site Internet du journal *The Economist* consulté en septembre 2004.

de gauche et de la gauche en général¹⁶⁵. Ses détracteurs, quant à eux, s'offusquent non seulement de voir un homme d'affaire qu'ils considèrent comme douteux prendre la tête du pays, mais aussi n'apprécient pas que le premier homme politique d'Italie soit aussi le plus riche, car il possède grâce à cela un pouvoir double.

C'est en partant de ce double pouvoir qu'il est intéressant d'étudier la nature de M.Berlusconi. Ce dernier est avant tout un homme d'affaire comme nous venons de le dire et il est remarquable de constater à quel point l'attitude de l'Italie dans le conflit irakien a pu être inspirée par un homme d'affaire plutôt que par un politique. Effectivement, si l'on se souvient de la manière dont cet Etat a agit¹⁶⁶, on observe que les intérêts d'ordre économique ont eu une grande influence dans la décision italienne. Ce pays n'a pas participé à tous les grands rendez-vous des partisans de la guerre avant son éclatement, il n'a pas non plus envoyé de soldats faire la guerre, mais il sait déjà qu'il aura une belle part du gâteau économique lors de la reconstruction de l'Irak. Ainsi, le profit à gagner pour l'homme d'affaire, comme les intérêts stratégiques européens et internationaux pour l'homme politique, peut être considérable. De plus en affaires, comme bien souvent dans le domaine de la politique internationale, l'éthique n'entre absolument pas en ligne de compte. Ainsi, il semble que Silvio Berlusconi ait fait un choix autant économique que politique.

Les traits de caractère fréquemment cités de M.Berlusconi sont son attitude toujours nette et impeccable, son sourire, son aisance et le fait qu'il soit sûr de lui. Que l'on soit en accord ou non avec lui, on pourra soit mettre en avant son charisme et sa facilité à s'exprimer soit son arrogance et son populisme. A nouveau, on parle ici de caractéristiques propres à un homme politique, mais aussi à un homme d'affaire.

Lorsque l'on bâtit la première fortune de l'Italie et l'une des plus grandes du monde, lorsque l'on décide d'entrer en politique assez tardivement - peut-être pour éviter à certaines lois qui pourraient être nuisibles de nous toucher ou d'être mises en vigueur si l'on suit

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ Revoir la section *Le cas de l'Italie* pour plus de détails.

le raisonnement des ennemis de Berlusconi -, mais que l'on arrive au poste le plus important du pays au bout de quelques années seulement, il ne serait pas étonnant de posséder un caractère très ambitieux, peu épris de valeurs morales et pourquoi pas être un peu mégalomane ? En agissant comme il l'a fait lors du conflit en Irak, Silvio Berlusconi a en tous les cas montré un esprit ambitieux, prêt à prendre des risques et capable de mettre en avant de faux arguments pour arriver à ses fins. Il s'est donc comporté de manière plutôt cohérente et logique si l'on suit le raisonnement d'un homme d'affaire possédant un grand empire économique.

On a remarqué que l'attitude de ce chef d'Etat peut tout à fait être celle d'un homme d'affaire, après tout, n'est-il pas cet homme d'affaire le plus riche d'Italie reconverti dans la politique? Il en ressort de toute façon les traits de caractère habituels des gagnants des deux grandes disciplines que cette personne a touché et où elle a réussi.

Conclusion

Ce chapitre a permis de mettre en lumière un nouvel aspect de la problématique qui nous intéresse. Les personnalités et traits de caractère des 5 chefs d'Etat étudiés mettent en avant une corrélation entre leur façon d'être et la politique menée par leur pays. On peut même ajouter que, dans certains cas, des caractéristiques telles que l'ambition ou le vécu personnel ont eu une influence non négligeable dans leur prise de décision. Que la personnalité de ces hommes ait eu un impact premier à ce moment-là, sûrement pas, qu'elle puisse être un argument de plus à ajouter afin d'explicitier la position de ces 5 pays européens est déjà plus plausible.

Conclusion

Nous avons tenté, au cours de ce travail, de mieux comprendre les différentes raisons qui ont poussé 5 pays européens, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie à adopter l'attitude qu'ils ont eue face à la deuxième guerre du Golfe, intervention qui a provoqué une crise politique mondiale. On s'est principalement demandé si les légitimations d'ordre éthique avancées par chacun de ces pays avaient eu un véritable impact sur leurs décisions politiques et si les personnalités des chefs d'Etat de ces pays avaient pu également être une source d'influence.

Le premier chapitre de ce mémoire a permis de reprendre 5 événements importants qui ont précédé le début du conflit, à savoir la Lettre des 8 et la Déclaration des pays du groupe de Vilnius ; la Déclaration de Dominique de Villepin, ministre des affaires étrangères français de l'époque, au Conseil de sécurité de l'ONU le 14 février 2003 ; le projet de résolution pour l'ONU des USA, de l'Angleterre et de l'Espagne ; des Déclarations du trio français, allemand et russe et, enfin, la Déclaration des Açores signées par les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal. Ceux-ci présentent bien le contexte de crise qui a précédé la guerre en Irak et mettent en avant les profondes dissensions entre les différents Etats. Ils témoignent donc de l'importance et des enjeux qu'a eu et provoqué cette guerre dans les relations diplomatiques des grandes puissances mondiales et européennes.

Le deuxième chapitre s'est longuement penché sur les raisons de type officiel et non-officiel des 5 pays étudiés afin de légitimer leur politique. On a d'ailleurs remarqué que, bien souvent, ces deux types de raison étaient tout à fait différents. S'agissant des arguments médiatiques, on retrouve pour les deux pays opposés la volonté de poursuivre les négociations, de ne pas passer outre l'ONU et d'éviter par tous les moyens une guerre tragique. Les partisans du conflit, quant à eux, reviennent sur l'existence d'armes de destruction massive sur le sol irakien et de liens entre les autorités de Bagdad et des groupes terroristes, de plus ils disent

vouloir libérer un peuple d'une dictature. Si l'on étudie ensuite les intérêts non-officiels, la donne est tout autre. Ainsi, la France avait, avant la guerre, des intérêts économiques importants en Irak. L'Allemagne possède une histoire et des événements concernant sa politique intérieure qui doivent être pris en compte. L'Angleterre entretient une relation particulière avec les USA, initiateurs de ce conflit. L'Espagne possède une certaine ambition stratégique, de même que l'Italie qui voit également dans la reconstruction irakienne un potentiel marché économique. De plus, on remarque pour chacun de ces Etats la volonté de se donner plus de puissance et d'influence que cela soit au niveau européen ou au niveau mondial. Ce chapitre a, ainsi, l'intérêt de mettre en lumière et d'expliquer de manière plus approfondie pourquoi ces pays ont agi comme ils l'ont fait, de manière parfois surprenante au vu de la crise internationale que cela a créé.

Le troisième chapitre est revenu plus particulièrement sur les arguments officiels dits *éthiques* de ces Etats. Il a commencé par une partie théorique sur le réalisme en rappelant les principaux concepts de cette théorie des relations internationales et, surtout, en mettant l'accent sur le fait qu'elle est incompatible avec une vision éthique des relations internationales. Il a repris ensuite chacun des pays étudiés dans ce travail et on a constaté que la France, comme l'Angleterre, l'Espagne ou l'Italie, a sûrement vu sa politique extérieure être réaliste dans le cas de cette guerre en Irak. Il semble donc que les arguments dits *éthiques* n'aient pas eu d'importance dans leur choix de décision. L'Allemagne a posé plus de problèmes et nous n'avons pas pu véritablement définir son type de politique internationale dans ce cas précis. Nous avons donc compris, grâce à cette partie, que la justification éthique qui a souvent été mise en avant par les pays partisans comme par les pays opposés à cette guerre n'a eu que peu d'incidence réelle, même si elle pouvait être un argument très politiquement correct à présenter aux médias et aux populations.

Le quatrième et dernier chapitre s'est attardé sur la personnalité de Jacques Chirac, Gerhard Schröder, Tony Blair, Jose Maria Aznar et Silvio Berlusconi. Nous nous sommes interrogés sur l'influence des personnalités de ces leaders concernant les attitudes qu'ont eu

leur pays respectifs face à cet événement. Après avoir rappelé de manière théorique l'importance que peut avoir la psychologie sur les manières d'agir dans le cadre des relations internationales, nous sommes revenus sur les principaux traits de caractère de chacun de ces chefs d'Etat. Nous avons remarqué que leur vécu ou certains de leurs traits personnels tels que l'ambition ou la résolution pourraient revêtir une certaine importance ou tout au moins être cohérents avec la position de leur pays au cours de ce conflit. Nous référons une exception pour l'Allemagne dont le dirigeant a une personnalité énigmatique qui nous a posée de grandes difficultés d'études. Ce dernier chapitre a voulu ouvrir de nouvelles interrogations et proposer une autre façon de légitimer la politique de ces 5 Etats européens. Il n'en reste pas moins que notre analyse est restée à la surface de ces personnalités et qu'il faudrait plus de temps et de réflexions d'ordre psychologique afin de savoir si véritablement leur personnalité à jouer un rôle significatif.

Les recherches effectuées dans le cadre de ce mémoire ont voulu permettre d'avoir un point de vue plus clair concernant cette crise irakienne qui a fait parfois ressembler la politique internationale à un énorme labyrinthe inextricable où les débats devenaient si passionnés qu'ils perdaient parfois de leur objectivité. On a désiré aussi remettre en cause les arguments éthiques si souvent proposés par les Gouvernements comme une justification de premier ordre dans leur politique internationale, mais qui demeurent la plupart du temps un argument destiné à faire taire ou à rendre docile leur opposants ou leur population ou encore à être présenté lors de réunions diplomatiques exigeant le politiquement correct. Après tout, lorsque l'on est une démocratie, il n'est pas de bon ton de vouloir faire la guerre sans présenter une justification éthique et morale de premier plan. Enfin, on a tenté de rapprocher la psychologie de la science des relations internationales, perspective qui nous paraît très importante dans la compréhension de la politique en général, mais qui semble souvent demeurer de côté en tout cas dans le cadre de la politique internationale.

Les principales limites de ce travail sont liées à la période étudiée. En effet, la deuxième guerre en Irak a eu lieu au début du printemps 2003, il y a donc très peu de temps. De plus, cette

question a entraîné de nombreux débats passionnés qui sont encore présents aujourd'hui, à l'heure où la situation dans ce pays est toujours précaire et instable. Il est donc peu aisé d'étudier un événement que l'on a soi-même indirectement vécu et qui a du mal à voir apparaître des études et observations moins passionnées et plus objectives et académiques. Il a fallu également sélectionner un certain nombre d'acteurs et de points de vue, ce qui n'est pas chose facile lorsque l'on s'intéresse à un moment et à des actes qui ont eu tant d'impacts et de présupposés. Il est donc fort possible que ce travail ait commis certains oublis, par exemple dans le choix des événements ayant précédé ce conflit ou dans les explications des attitudes des 5 Etats que nous avons mis en avant. Il manque aussi parfois de sources académiques et doit souvent se contenter d'articles de grands journaux de différents pays. S'agissant du chapitre sur la personnalité des chefs d'Etat, il est également probable que notre ignorance de la plupart des concepts théoriques de la psychologie ait impliqué une étude très superficielle. Nous avons d'ailleurs rencontré des problèmes en ce qui concerne le chancelier Gerhard Schröder. Ainsi, on a parfois eu l'impression de devoir se frayer un chemin parmi une voie pleine de possibilités, mais aussi d'impasses.

Il est maintenant temps de voir si nos hypothèses de départ ont pu être vérifiées. S'agissant de la première qui mettait en avant la critique de l'importance réelle des légitimations d'ordre éthique avancées par les Gouvernements pour justifier leur politique, on a constaté qu'elle peut se vérifier dans la plupart des cas que nous avons analysés. Ainsi, que ce soit la France, l'Angleterre, l'Espagne ou l'Italie, ces 4 Etats semblent tous avoir eu des intérêts de premier plan à défendre. Ces intérêts d'ordre réaliste impliquent la non-pertinence des raisons dites *morales* et ont certainement influencé en grande partie les attitudes de ces pays. Il nous faut également revenir sur le cas de l'Allemagne qui est le seul Etat qui ne vérifie pas complètement l'hypothèse selon notre étude. En effet, nous n'avons pas pu déterminer si Berlin s'était opposé à ce conflit en Irak pour des intérêts réalistes ou par idéalisme. Peut-être dans ce cas-là, les légitimations éthiques ont-elles eu une véritable influence. Concernant la deuxième hypothèse de départ

s'intéressant à la personnalité des chefs d'Etat et à son influence sur leur décision, les résultats sont divers. Si un homme tel que Jose Maria Aznar tend à nous démontrer que les traits de caractère et la psychologie ont de l'importance, si ce résultat paraît aussi partir dans un sens plutôt positif chez Jacques Chirac, Tony Blair ou Silvio Berlusconi mais de manière moins évidente, cela devient très flou concernant M. Schröder où la seule conclusion à laquelle nous sommes parvenus est qu'il ne paraissait pas avoir été à l'encontre de sa personnalité en refusant de participer à cette guerre. Cette hypothèse devrait pourtant, selon nous, impliquer d'autres recherches plus approfondies et avec l'aide d'outils développés de psychologie.

Pour conclure, nous désirons revenir sur les intérêts de ce travail, puis poser de nouvelles questions et proposer de nouvelles pistes de recherches. Tout d'abord, nous avons désiré aborder un évènement qui a causé de nombreuses réactions passionnées de la manière la plus objective qu'il soit. Près d'un an et demi après le début de ce conflit, il est en effet encore très rare de voir des observations le concernant cherchant le rationnel et l'objectivité. Ceci a été le *leitmotiv* de notre recherche, mais aussi un défi de taille. Notre deuxième but était de revenir sur l'éthique et la morale afin de rappeler à quel point elles sont deux concepts possédant peu d'importance réelle au sein des relations internationales. Il n'est évidemment pas révolutionnaire de prétendre que les bonnes intentions utilisées en politique internationales sont souvent de la poudre aux yeux lancée aux médias et au public. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il faut cesser d'en parler et d'en prendre conscience, car utiliser ce type de raisons pour légitimer une guerre doit interpellé, peut choquer et impliquer de nouvelles interrogations et c'est ce que nous avons voulu permettre ici. Comme il a été souvent dit au cours de ce travail, nous avons enfin tenté d'associer la psychologie aux relations internationales en nous questionnant sur la personnalité d'acteurs politiques actuels de premier plan. Effectivement, il nous semble que ce type d'analyse a trop peu de succès, alors qu'elle pourrait permettre de mieux appréhender et comprendre le fonctionnement de la politique internationale.

Il est évident que les recherches effectuées dans le cadre de ce travail ont posé de nombreuses questions. Ainsi, il serait intéressant d'analyser les relations des USA envers l'Europe lors de cette crise. On pourrait aussi revenir sur d'autres pays européens. Qu'il s'agisse en vrac de l'étude du concept de *guerre préventive*, des réelles volontés des Etats-Unis, des conséquences de ce conflit sur la géopolitique mondiale ou sur l'Union européenne, du rôle des Etats voisins de l'Irak, cet évènement constitue un véritable sujet d'interrogations portant sur de nombreux thèmes différents. Les questions sur lesquelles nous voudrions nous arrêter quelques lignes concernent plus la philosophie ou la théorie politique et elles s'interrogent sur la démesure ou l'hybris¹⁶⁷. L'hybris est définie comme l'action qui est *folle* ou *démence*, car elle prétend dépasser ce qui ne peut pas l'être, c'est à dire la limite de la mesure. La mesure, l'ordre, le cosmos sont des termes très chers pour des hommes tels qu'Héraclite, Epicure, Platon ou encore Socrate qui ont aussi pour certains posé les bases et les prémisses de la science de la politique. Ainsi si l'on affirme que la politique est la fille de la philosophie, l'est-elle encore aujourd'hui ? Obéit-elle encore à cette vérité, cette mesure ou fait-elle partie de l'hybris ? Est-elle encore au-dehors de la caverne pour reprendre le célèbre mythe platonicien ? Il serait intéressant d'appliquer ce concept philosophique à la politique internationale et le cas concret de cette crise irakienne qui a déchaîné tant de passions pourrait être une étude empirique fort pertinente : où est la limite actuelle de la mesure et l'a-t-on dépassée en passant au-dessus d'instances telles que le droit international ou l'ONU ? Ce cas précis pose aussi la question de la limite de l'éthique à savoir le choix entre une guerre et une dictature ; de la démocratie avec, par exemple, l'Espagne où le Gouvernement a agi à l'encontre de la majorité de sa population ; de la guerre préventive, à partir de quel moment peut-on appliquer ce type de guerre et la limite de ce moment a-t-elle été dépassée dans notre cas ? Finalement, la politique internationale se base-t-

¹⁶⁷ L'hybris est un concept philosophique très utilisé des philosophes grecs et est attribuée historiquement à Anaximandre, philosophe du 6^{ème} siècle avant J.-C et élève de Thalès.

elle encore sur cette pensée philosophique grecque, ou possède-t-elle de nouvelles limites et, finalement, en possède-t-elle encore ? Existe-t-il un ordre ou le chaos réaliste et hobbesien est-il maître ?

Bibliographie

Ouvrages

BRAILLARD, Philippe, *Théories des relations internationales*, THEMIS, Paris, Presses universitaires de France, 1977.

CROWLEY, John, *Sans épines, la rose : Tony Blair, un modèle pour l'Europe ?*, Paris, La Découverte et Syros, 1999.

DE SENARCLENS, Pierre, *La Politique internationale*, Paris, Armand Colin, 2002, 4^{ème} édition.

GIESEN, Klaus-Gerd, *L'Ethique des relations internationales, les théories anglo-américaines contemporaines*, Bruxelles, Organisation internationale et relations internationales, 1992

IMMERMAN, Richard H., « Psychology », in. *Explaining the History of American foreign relations*, Cambridge, Edited by Michael J. Hogan and Thomas G. Paterson, Cambridge University Press, 1991.

Articles

ABIS, Sébastien, « L'Italie en Irak : risques et opportunités », Etude de DESS faite pour un séminaire sur le Moyen-Orient à l'IEP de Lille, in :

AFP, « Tony Blair : Portrait », *La Libre Belgique*, article mis en ligne le 17 mars 2003, in :
http://www.lalibre.be/article.phtml?id=10&subid=391&art_id=108190.

AFP-reuters, « Selon Paul Wolfowitz, la présence d'armes mortelles en Irak n'était qu'un prétexte "bureaucratique" », 30 mai 2003, in :

ASHLEY, Jackie « Tony Blair et le dilemme irakien », *The Guardian*, in. *Courrier International*, No 638, 23 janvier 2003, in :

http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=5437&provenance=zop.touslesdossiers.

BELLANGER, Anthony, « Aznar le va-t-en-guerre », *Courrier International*, No 639, in :
http://www.courrierinternational.com/numero/s/639/422003_etranger.asp?TYPE=archives.

BRAUNBERGER, Gerald, « Paris cultive son jardin berlinois », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, in. *Courrier International*, No 650, 17 avril 2003, in :
http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=4059&provenance=zop.archives.

DECAMPS, Marie-Claude, LEPARMENTIER, Arnaud, et SILBER, Martine, « José Maria Aznar, Mes vérités sur l'Espagne, le pouvoir et l'Europe », *Le Temps*, 10 mars 2004, p. 15.

DELATTRE, Bernard, « Jacques Chirac réélu », *La Libre Belgique*, article mis en ligne le 5 mai 2002.

DELOY, Corinne, « Elections législatives en Allemagne 22 septembre 2002, La CDU/CSU et le SPD désormais au coude à coude dans les sondages », in :
<http://www.robert-schuman.org/oe/allemagne/default2.htm>.

DEMETZ, Jean-Michel, « Blair chef de guerre », *L'Express*, 29 novembre 2001, in :
<http://www.lexpress.fr/info/monde/dossier/blair/dossier.asp?ida=416828#Top>.

DUPUY, Georges, « Un Monde de brut », *L'Express*, 13 février 2003, in :
<http://www.lexpress.presse.fr/info/france/dossier/franceirak/dossier.asp?ida=426094>.

FREDET, Jean-Gabriel, « L'Europe, combien de divisions ? », *Le Nouvel Observateur*, No 1996, semaine du 6 février 2003.

GADAULT, Thierry, TANGUY, Gilles, « Peugeot, Schneider, Alcatel... les entreprises françaises redoutent les effets d'une guerre sur des relations commerciales vieilles de trente ans. », *L'Expansion*, 26 février 2003, in :
<http://www.le#xpansion.com/art/15.303.65831.0.html>.

HARPPRECHT, Klaus, « Paris et Berlin, partenaires obligés d'une Histoire en marche », *Die Zeit*, in. *Courrier International*, No

638, 23 janvier 2003, in:

http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=5417&provenance=zop.archives.

HEYWOOD, Paul M., « Desperately seeking influence: Spain and the war in Iraq », *European political science*, 3.1, Automne 2003, pp.35-40.

KAGAN, Robert, « Paris boxe au-dessus de sa catégorie », *The Washington Post*, in. *Courrier International*, No 628, 14 novembre 2002, in :

http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=6425&provenance=zop.archives.

KAGAN, Robert, « Puissance américaine, faiblesse européenne », *Policy Review*, No113, in : <http://home.ca.inter.net/~paulye/PuissanceUSA.htm>.

KRITZINGER, Sylvia, « Public opinion in the Iraq crisis: explaining developments in Italy, the UK, France and Germany », *European political science*, 3.1, Automne 2003, pp. 30-35.

LAGARDE, Dominique, LOUYOT, Alain, « Le Dessous des cartes », *L'Express*, 13 février 2003, in : <http://www.lexpress.presse.fr/info/france/dossier/franceirak/dossier.asp?ida=426094>.

LAROSE, Martin et LEMAY, Benoît, « L'Irak et les élections du 22 septembre en Allemagne », *Points de mire*, Vol.3, No7.

LUTZ, Birgit, « Krieg oder Frieden, Positionen im Irak-Konflikt », in:

<http://www.sueddeutsche.de/au#sland/artikel/138/3135/>.

MOSTAFAVI, Hamdam, « Polémique sur une médaille convoitée par Aznar », in. *Le Courrier International*, article mis en ligne le 23 juillet 2004, in :

http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=25147&provenance=zop.touslesdossiers.

NUNEZ, Carlos, « Pourquoi l'appui inconditionnel de l'Espagne aux USA dans la guerre contre l'Iraq? », 27 mars 2003, in :

ORTEGA, Andrés, « José Maria Aznar égaré dans l'histoire », *El País*, in. *Courrier International*, No 646, 20 mars 2003, in : http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=4523&provenance=zop.archives.

PEEL, Quentin, « Chirac et Blair : deux tentatives, deux échecs », *Financial Times*, in. *Courrier International*, No 645, 13 mars 2003, in : http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=4621&provenance=zop.archives.

PREGO, Victoria, « Pourquoi Aznar a pris l'initiative de la lettre », *El Mundo*, in. *Courrier International*, No 640, 6 février 2003, in : http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=5182&provenance=zop.archives.

SAMARY, Catherine, « Opposition à la guerre d'Irak, hésitation sur l'adhésion: fractures et espoirs de la nouvelle Europe », *Le Monde Diplomatique*, No 596, Novembre 2003, pp. 12-13.

TEYSSOU, Denis, « José Maria Aznar, du centriste européen au faucon atlantiste », *La Libre Belgique*, article mis en ligne le 17 mars 2003, in : http://www.lalibre.be/article.phtml?id=10&subid=391&art_id=108196.

TIMMERMAN, Kenneth M., « Les Juteuses affaires des Français en Irak », *The New Republic*, in. *Courrier International*, No 646, 20 mars 2003, in : http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=4510&provenance=zop.archives.

ULRICH, Stefan, « Dilemmes en vue pour la diplomatie berlinoise », *Süddeutsche Zeitung*, in. *Courrier International*, No 636, 9 janvier 2003, in : http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=5657&provenance=zop.archives.

VERLUISE, Pierre, résumé du livre « La Grande-Bretagne et l'Europe : Le grand malentendu », Pauline, SCHNAPPER, Ed. Presses de Sciences po, 2000, in : <http://www.diploweb.com/p6schn01.htm>.

ZUMSTEEG, Stéphane, « Le Refus d'une guerre en Irak se radicalise », in : <http://www.ipsos.fr/CanalIpsos/articles/1073.asp>
« Fit to run Italy ? », *The Economist*, article mis en ligne le 26 avril 2001, in :

http://www.economist.com/opinion/displayStory.cfm?Story_ID=593654.

« Gerhard Schroeder, Chancellor Germany », *Business week*, in : http://www.businessweek.com/magazine/content/01_24/b3736612.htm.

« Gerhard Schröder: il est temps de travailler "ensemble pour gagner la paix" », *La Presse Canadienne*, 2003, in : <http://www.broadcastnews.ca/english/online/full/Monde/030919/M091936AU.html>.

« La Révolte contre Blair se renforce », 6 mars 2003, in : http://solidariteetprogres.online.fr/News/GrandeBretagne/breve_682.html.

« Le Couple Paris-Berlin fait des jaloux », *Courrier International*, No 639, 30 janvier 2003, in : http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=5296&provenance=zop.archives.

« Le Nouveau visage de Tony Blair », *The Guardian*, in : *Le Courrier international*, No 646, 20 mars 2003, in : http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=4524&provenance=zop.archives.

Internet

www.diploweb.com/ue/crise2003.htm

Site consulté en janvier 2004

<http://www.ambafrance-ro.org>

Site consulté en janvier 2004

<http://www.annuairestrategique.info/donnees.asp>

Site consulté en juillet 2004

<http://www.courrierinternational.com>

Site consulté en août 2004

<http://www.ipsos.fr/CanalIpsos/articles/1091.asp?rubId=1091>

Site consulté en août 2004

http://www.lesoir.be/rubriques/mond/page_5179_235706.shtml

Site consulté en août 2004

<http://www.publications.parliament.uk>
Site consulté en août 2004

<http://www.fco.gov.uk>
Site consulté en août 2004

<http://www.france5.fr/cdanslair>
Site consulté en octobre 2004